

GRESEA Echos N°48
Trimestriel: Octobre-Novembre-Décembre
Couverture: Guy Ekondo

Réalisé avec le soutien de la DGCD (Direction générale de la Coopération au Développement), du service de l'Education permanente de la Communauté Française et de la "Ville de Bruxelles-Stad Brussel"



Editeur responsable:
Erik Rydberg, c/o GRESEA

Comité de rédaction:
Brahim Lahouel, Denis Horman, Marc François, Erik Rydberg, Nicolas Gérard, Xavier Dupret, Sacha Michaux, Bruno Beauraind.

Numéro coordonné par Erik Rydberg

Responsable publication et mise en page:
Nathalie Van Verre

Abonnements:
8 euros/ 4 numéros
2 euros/numéro

GRESEA asbl
Groupe de Recherche pour une stratégie
économique alternative

Rue Royale 11, B-1000 Bruxelles
Tél. + 32.(0)2 219 70 76
Fax + 32 (0)2 219 64 86
Email: gresea@skynet.be
Site: www.gresea.be

Edito	
Le Sud parle au Sud	1
Le Sud existe également...	
Alejandro Kirk	2
Business au sommet des Non Alignés	
Roger Hearing	4
L'Afrique veut redynamiser les Non Alignés	
Joyce Mulamba	5
Non Alignés: renforcer les liens Sud-Sud	
South Bulletin (éditorial)	6
Sud toute!	
South Bulletin	7
Un nouvel ordre humain international?	
Martin Khor	9
Les médias, haut-parleur de l'ordre occidental?	
Bruno Beauraind	11
Déclin et dépolitisation de la Cnuced	
Muchkund Dubey	13
Comment redynamiser la Cnuced?	
Muchkund Dubey	16
La 12ème Cnuced: retour aux origines?	
Bruno Beauraind	19

Le Sud parle au Sud

Le Sud, c'est par où encore? Là-bas, Madame, l'escalier de service, 2ème sous-sol, pas sûr que l'ampoule fonctionne encore.

C'est émouvant. Oui, Monsieur, peut-être pourrions-nous envoyer une équipe de télévision, des colis alimentaires, trois pour le prix de deux, et puis quelques experts en bruitage médiatique.

Ah, le Sud... Que d'horreurs sirupeuses en ton nom.

C'est un créneau, un business. Charité business, ils disent les Anglais. Dans les pays du capitalisme avancé, des milliers de gens en vivent.

Ils collectent de l'argent pour les pauvres. Ils dressent des statistiques. Ils échafaudent des programmes. Ils prononcent des discours sirupeux.

C'est une des caractéristiques fondamentales du Sud. Ils n'en ont pas à s'occuper là-bas. Le Nord a pris la direction des opérations.

Projets pour tout réformer. Projets pour réparer l'ampoule. Projets pour apprendre des leçons par coeur. Projets pour imposer des bonnes pratiques. Projets pour remodeler les institutions. Conseils d'un ami qui vous veut du bien...

Donc, c'est parfaitement normal. Lorsque le Sud parle, on n'écoute pas. Ils ont dit quelque chose? Rien entendu. D'ailleurs, dans le journal, il n'y a rien. Et puis: de quoi ils se mêleraient, là?

Cela fonctionne depuis longtemps comme cela. Le Sud s'est réuni à La Havane, en septembre, sommet des Pays Non Alignés (deux tiers de l'humanité) et personne n'a rien entendu. Rien dans les journaux. Pas d'interviews.

La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced), arène des revendications du Sud, se prépare à reprendre ses travaux pour assurer au Sud un peu de marge de manoeuvre politique et économique dans l'ordre international que lui dessinent les capitales occidentales – et personne n'entend rien. Silence radio. On veut au dire au Nord, là.

Un chercheur indien dresse la chronique de la mort annoncée de la Cnuced et c'est pas de vagues, auditoire vide.

Il tente d'esquisser les pistes d'une renaissance de la Cnuced et c'est: même scénario.

Ce numéro du GRESEA Echos veut contribuer à rééquilibrer un peu cette injustice et cette imbécillité.

L'imbécillité, surtout. Car le Sud parle et lorsqu'il parle, il parle au Sud. Il faudrait, donc, au minimum, écouter. Les appels à la résistance, pour un autre monde, ne sont plus des "Ici, Londres...". Ils viennent de Nairobi, de Beijing, de Caracas et de Téhéran.

Dit autrement, il faut écouter sous peine d'être largués. Les ampoules défectueuses, ils s'en fichent, et des réparateurs aussi. Ils pensent à autre chose. A leur propre émancipation, à leur capacité de forger leur propre destin.

On en trouvera ici un mélange d'expressions. Puissent-elles être entendues.

Erik Rydberg

Le Sud existe également...

Alejandro Kirk
IPS - La Havane

C'est une réalité : la concurrence, ce n'est pas équitable. La majorité des pays du monde sont en réunion à La Havane depuis une semaine, déterminés à changer le cours de l'histoire et on ne trouve pas trace d'un titre consacré à cet événement dans un seul des grands journaux de la planète.

Les correspondants américains présents dans la capitale cubaine ont consacré plus de temps à couvrir les épreuves subies par les "femmes en blanc" (elles représentent les proches parentes d'un groupe de militants de l'opposition emprisonnés) qu'aux discours et aux résolutions prononcés par des présidents et des premiers ministres de pays dont personne n'a jamais entendu parler dans les prairies de l'Oklahoma et auxquels personne ne s'intéresse dans les rues de Miami-Little Havana.

Trivialités médiatiques, forcément

La santé de Fidel Castro constituait un autre sujet majeur pour les journalistes étrangers, pendant que les discours se succédaient sur le podium du HCC (Havana's Convention Centre) appelant à des plans d'action, ainsi qu'à l'unité et à la solidarité avec les peuples qu'on a l'habitude d'oublier, les pays du Tiers-Monde, un club de pays pas vraiment exclusif, dont l'objectif principal est sa propre dissolution dans un océan de justice universelle.

Radieux, le ministre cubain des Affaires étrangères, Felipe Pérez Roque, a annoncé ce samedi que tous les documents du sommet – (ils sont au nombre de cinq) – ont été approuvés par consensus lors

Silence assourdissant...

Ce texte parle de lui-même. Des milliers d'ONG, des millions de journaux publiés dans les capitales occidentales, des ministres et excellences petites et grandes qui ont résidence aux alentours de ces capitales, tous n'ont de cesse d'attirer l'attention sur la Pauvreté dans le Monde, ces pays lointains qui retardent et qui sont peuplés de crève-la-faim.. Ce qui est beau et grand. Mais lorsque ces pays parlent en tenant un discours un tant soit peu offensif: motus et black-out, c'est offensant. Bizarre, bizarre, j'ai dit bizarre?
E.R.

de cette rencontre, y compris dans toutes les matières sensibles sujettes à controverses.

Les cinq textes sont la déclaration sur les intentions, les principes et les rôles du Mouvement des Non Alignés, le document final (environ 100 pages consacrées aux sujets globaux, régionaux et nationaux ainsi qu'au développement et aux droits de l'homme), le document relatif à la méthodologie du mouvement, la déclaration de solidarité vis-à-vis du peuple palestinien et un document ayant trait à la "question nucléaire" en République Islamique d'Iran.

En plein milieu des négociations à huis clos consacrées aux sujets controversés, on sait déjà, depuis la phase préparatoire du sommet qui s'était déroulée à New York, que ces sujets portaient sur la force à apporter à la condamnation d'Israël pour ses attaques sur le Liban, la solidarité avec la Palestine (dont le parti au gouvernement, le Hamas, ne reconnaît pas l'existence d'Israël) ainsi que sur le litige qui oppose l'Algérie et le Maroc (tous deux Non Alignés) sur le Sahara Occidental.

Pérez Roque a évoqué le Sahara Occidental comme l'objet des négociations "les plus âpres et les plus sensibles" avant qu'un consensus n'ait émergé. L'Algérie est en faveur de la souveraineté accordée à la République Démocratique Saharawi sur un territoire (une ancienne colonie espagnole) que le Maroc tente d'annexer.

L'autodétermination (encore)

En revanche, il n'en fut pas de même pour ce que certains avaient présenté comme un sujet potentiellement épineux, à savoir le soutien apporté en faveur du droit à l'Iran et à d'autres pays, de développer leur énergie nucléaire à des fins pacifiques, ce qui comprend le contrôle sur le cycle entier des combustibles (l'enrichissement de l'uranium).

La Bolivie ainsi que le Venezuela ont joué un rôle central. Le sommet a ainsi exprimé son entière solidarité avec les deux nations contre les tentatives effectuées par des "forces étrangères", de jeter à bas leurs gouvernements démocratiques par le truchement d'une déstabilisation politique.

Cuba a également pu compter sur un soutien clair, manifesté par le rejet de l'embargo imposé par les Etats-Unis depuis 1961 à l'encontre du régime de Fidel Castro.

Un spectre (encore)

Le président croate Stjepan Mesic, parlant en sa qualité d'observateur, a une déclaration fracassante alors que le sommet était en passe de sombrer dans l'ennui lorsqu'il a attribué une partie du mérite à la Yougoslavie dans le lancement des Non Alignés, rappelant que le président Josip Broz Tito était d'origine yougoslave.

Revenant sur l'épisode violent qui a mis fin en 1991 à la Fédération yougoslave – l'œuvre sacrée de Tito – le président croate a conclu qu'"il est préférable de négocier pendant dix ans que de déclencher une guerre de dix jours".

Dans le même temps, le président vénézuélien Hugo Chavez a reproché à l'organisation sa passivité, soulignant le sentiment d'urgence qui avait précédé ce sommet, qui est le 14^{ème} depuis la fondation des Non Alignés.

Back to basics

Le caractère d'urgence relatif à ce sommet réside dans le besoin pour les pays en développement de prendre conscience de leurs forces croissantes, après presque deux décennies de confusion résultant de l'effondrement de l'Union Soviétique ainsi que la reprise de l'hégémonie des Etats-Unis dans le monde aussi bien dans les domaines économiques, idéologiques et militaires.

Après avoir mené une longue bataille éthique pour la création d'un Nouvel Ordre Economique Mondial, les deux groupes importants issus du tiers-monde, que constituent les Non Alignés et le Groupe des 77, ont fait face, à la fin des années nonante, à une globalisation néo-libérale accélérée, des Nations unies sans réels pouvoirs, un commerce mondial dominé par un petit groupe de pays puissants, l'apparition d'un fanatisme incontrôlable, le terrorisme, des guerres «humanitaires» et préventives, la marginalisation de continents entiers et un monde littéralement sur le point de fondre à cause de la contamination d'un consumérisme débridé (et inégal).

Regard de reporter

L'un des points forts des Non Alignés réside dans le nombre de ses participants. Ils étaient 25 quand en 1961 un groupe de leaders de calibre depuis lors inégalé se rencontraient à Belgrade, à l'époque capitale de la Yougoslavie. Il s'agissait de Jawahral Nehru (Inde), Gamal Abdel Nasser (Egypte), Soekarno (Indonésie), Ho Chi Minh (Vietnam), Kwame Nkrumah (Ghana), Jozip Broz Tito (Yougoslavie), tous aujourd'hui révéérés dans leurs pays comme pères de la nation.

Maintenant ils sont 118, ce qui constitue presque deux tiers des Etats membres des Nations unies.

Plein Sud-Sud

Mais leur force ne se limite plus au seul domaine de la rhétorique. En 1961, l'influence économique des plus grands pays du tiers-monde était marginale. A cette époque, il n'y avait pas d'entreprises multinationales issues du Sud, dont les pays demeuraient relégués dans leur majorité, comme à l'heure actuelle d'ailleurs, dans le rôle de simples producteurs agricoles et d'exportateurs de matières premières. La différence réside dans le fait qu'il existe maintenant des pays comme la Chine (ayant qualité d'observateur auprès des Non Alignés), dont les entreprises ont recueilli 50 milliards de dollars en investissements étrangers. Ou bien encore l'Inde, (membre à part entière des Non Alignés) qui a recueilli 10 milliards de dollars d'investissements étrangers. Des groupes industriels brésiliens tels que Embraer (l'aéronautique), Marco Polo (les bus), CSN (l'acier) sont connus dans le monde entier. Et en plus des puissances industrielles, il existe des exportateurs de produits stratégiques tels que l'huile, l'argent, l'uranium et bien d'autres.

Par conséquent, la coopération Sud-Sud n'appartient plus au domaine du rêve ou de la rhétorique démagogique, du moins en théorie. Idem pour ce qui est de la capacité à négocier, comme on a pu s'en apercevoir par la position adoptée par les quatre plus grands pays du tiers-monde (le Brésil, la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud) au sein de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC).

Il n'y avait en fin de compte rien de déclinant chez Chavez lorsqu'il avait entrepris de redonner vie à La Havane à l'idée d'une "Commission Sud", présidée par l'ancien président tanzanien Julius Nyerere jusqu'à son décès en 1993, et peut-être défendue en ce temps-là sans la conviction nécessaire. Tout ce que l'on

présente comme les "folies" de Chavez figurait déjà dans le rapport que cette commission de dignitaires du Sud a présenté dès 1990: la Banque du Sud, le réseau de télévisions du Sud, un complexe d'universités du Sud. Chavez y a ajouté Petrosur ainsi que Petrocaribe, et a fait de Telesur une réalité.

A ce sommet, Chavez a lu à deux reprises aux délégués présents les célèbres versets composés par le poète uruguayen Mario Bendedi, dans "El Sur también existe" (Le Sud existe aussi). Il a également fait une proposition concrète: la création d'une nouvelle Commission du Sud, présidée cette fois par Fidel Castro et destinée à dresser un plan d'actions sur les buts des Non Alignés, avec des dates -butoir à respecter, des chiffres et des objectifs à atteindre. Une sorte de planning économique, ou bien encore un plan de bataille, selon la façon dont on l'analyse.

Refonder le socialisme

En passant, on pourrait déduire de la proposition émise par Chavez des éclaircissements quant au futur rôle probable de Fidel dans le monde: un guru de la renaissance du tiers-monde. Et aussi, peut-être, sur le rôle que Chavez se voit lui-même jouer, bien évidemment celui de successeur du leader cubain en brandissant bien haut les flambeaux de la révolution au XXIème siècle. Ce n'est pas pour rien que Fidel Castro a dit au leader vénézuélien lors de son arrivée à La Havane qu'il devait prendre soin de sa santé, en tant que "créateur insatiable des nouvelles idées socialistes".

On trouve un peu de tout parmi les 118 pays des Non Alignés. Beaucoup de nations très pauvres. Beaucoup de dictatures. Des Etats démocratiques, semi-démocratiques, socialistes, semi-socialistes, islamiques, stalinistes, voire même des états fascistes.



On y trouve même des entités non étatiques. Ailleurs, ils sont nombreux ceux qui souhaiteraient voir ce groupe s'atteler une bonne fois pour toutes à des discussions internes ayant trait à des standards mondiaux en matière de démocratie et de droits de l'homme. Mais le Mouvement des Non Alignés a été mis en place afin d'en finir avec le colonialisme tout en évitant les pièges

de la guerre froide, indépendamment de tout le reste. Sa seule possibilité pour parvenir à une certaine cohérence réside indubitablement dans cet aveuglement sélectif. Si les Non Alignés parviennent à atteindre la moitié des objectifs inclus dans le document final, ceux-ci allant des relations commerciales à la démocratisation des Nations unies, ils feront peut-être alors l'objet de bien de manchettes dans les grands quotidiens.

Et pourquoi pas même en Oklahoma ?

(Dépêche de l'Inter Press Service News Agency datée du 18 septembre 2006 – Traduction et intertitres: Gresea)

Le G-77

Le G-77 est un groupement de pays du Tiers-monde, constitué en 1964 avec pour objectif la préparation de la première Conférence des Nations unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). Ce groupement est composé actuellement de quelque 133 pays. Le G-77 offre un forum permanent permettant aux pays en développement de présenter et de promouvoir leurs intérêts économiques communs et de renforcer leurs capacités relatives aux questions économiques internationales dans le cadre du système de l'ONU.

Sites :

www.g77.org (en anglais) – site officiel du G-77 dans lequel on trouvera les documents de référence.
www.southcentre.org – Organisation intergouvernementale de pays en développement, organe pour une meilleure compréhension des rapports Nord-Sud ainsi que pour promouvoir la coopération Sud-Sud et Nord-Sud.

Business au sommet des Non Alignés

Roger Hearing
BBC News

Vu de Washington ou de Londres, c'était une galerie de "voyous".

Parmi les orateurs qui ont ouvert le 14^{ème} sommet des Non Alignés au Palais des Congrès à La Havane on trouvait Mahmoud Ahmadinejad d'Iran, Hugo Chavez du Venezuela, et Alexandre Lukashenko de Biélorussie. Et cela, ce n'est qu'un début.

Plus tard, les délégués ont entendu Robert Mugabe du Zimbabwe, de même que des politiciens d'envergure de la Corée du Nord, du Soudan ou de la Birmanie.

En 2006, le sommet des Non Alignés à Cuba s'est inévitablement concentré sur ceux de ses Etats membres qui défient l'ordre international – soit ceux qui ont choisi de contester ce qu'ils perçoivent comme des traités imposés par les Etats-Unis afin de leur imposer une règle de conduite.

Cette rhétorique s'aligne parfaitement avec la position du pays hôte, Cuba: l'hégémonie américaine est une mauvaise chose pour la liberté économique, la souveraineté et l'égalité.

Mais les Non Alignés, ce sont aujourd'hui 118 nations – les deux tiers de l'humanité – et dans l'auditoire, assis pour écouter tout ceci, il y a des alliés des Etats-Unis tels que l'Inde, l'Afrique du Sud ou l'Arabie Saoudite.

Au détour des couloirs des salles de réunion, j'ai croisé des diplomates dont les sourires crispés et l'attitude mal assurée laissaient entendre qu'ils se sentaient comme des invités qui, en chemin, se seraient trompés d'adresse.

Front Froid

Pourquoi, dès lors, sont-ils quand même venus au sommet? Ils cherchent quoi?

Le Mouvement des Non Alignés est né, dans les années cinquante et soixante, de la conviction, principalement partagée par les anciennes colonies européennes, qu'ils ne voulaient pas voir leur avenir dicté ni par Washington, ni par Moscou.

Ils se fondaient pour cela sur les principes, consacrés à la Conférence de Bandoeng (Indonésie), du respect mutuel, de la non agression réciproque, de

la non-ingérence mutuelle, de l'égalité et de la coexistence pacifique.

Les années passant, ces principes n'ont pas eu d'application universelle. Des membres des Non Alignés tels que l'Iran et l'Irak, l'Inde et le Pakistan, se sont livrées des guerres meurtrières.

Ils ne sont pas, non plus, restés fidèles à l'idée de se tenir à l'écart des blocs. Cuba a ainsi été on ne peut plus proche de l'Union soviétique jusqu'à la fin des années quatre-vingt.

C'est à cette époque, naturellement, que la fin de la Guerre Froide a modifié l'ordre mondial et que le monde bipolaire est devenu unipolaire.

Et pourtant le Mouvement des Non Alignés est toujours là, et même il croît. Le sommet vient d'accueillir la première participation de Haïti et de St Kitts et Nevis.

Une nouvelle raison d'être

Quelle est alors, maintenant, sa fonction?

"Avec qui ou avec quoi n'êtes-vous pas alignés?" ai-je demandé à une série de diplomates et de ministres.

Une réponse: l'appellation n'a peut-être plus qu'une valeur historique, mais ce n'est pas vrai de l'organisation elle-même.

"C'est la voix des sans voix" se hasarde à dire l'ambassadeur biélorusse.

"C'est un forum pour le Sud global", suggère un Sud-Africain.

"C'est un lieu où échanger des idées qui n'auraient nulle part ailleurs trouvé d'audience", dit un vétéran de ces réunions, venu des pays du Golfe.

Durant la semaine, il y a eu d'âpres joutes verbales autour de résolutions sur le Liban et le Sahara occidental.

Un délégué africain m'a cependant conseillé de ne pas accorder trop d'importance aux phrases enflammées de la Déclaration finale du sommet: "Ce n'est que du papier".

Le Mouvement des Non Alignés n'existe qu'une fois tous les trois ans, lors des sommets.

Cuba s'est employé à changer cela, mettant en place un secrétariat permanent et organisant la présidence passée, présente et future du Mouvement au sein d'une troïka chargée de représenter l'organisation et de lui donner plus de punch diplomatique.

Couples dépareillés

D'autres membres, comme l'Inde, me dit-on, sont moins enthousiastes, craignant peut-être que des membres plus radicaux gagnent plus de pouvoir.

L'importance véritable des Non Alignés reste confinée aux sommets triennaux, et leur valeur véritable réside dans ce qu'on appelle les "bilatérales".

Le sommet donne lieu à des douzaines de tête-à-tête privés entre dirigeants, de la Colombie et du Liban, par exemple, qui sans cela n'auraient pas l'occasion de se rencontrer, sauf peut-être dans le brouhaha de l'Assemblée générale des Nations unies.

Le sommet de 2006 n'a sans doute que peu de ressemblance avec ce que Tito, Sukarno ou Jawaharlal Nehru ont connu. Tant que ses membres ont le sentiment que le Mouvement a une raison d'être, les chances sont grandes qu'il survivra, du moins pendant encore un certain temps.

(Dépêche BBC du 16 septembre 2006. Traduction: Gresea.)

MNA (Mouvement des Non Alignés)

Une alliance qui regroupe actuellement 114 Etats (2006) du Tiers-monde dans le but de faire contrepoids à l'hégémonie des deux grandes puissances de l'époque, en l'occurrence les Etats-Unis et l'URSS. La Conférence de Bandoeng (avril 1955) a constitué le point de départ de ce mouvement.

Sites :

www.nam.gov.za/ (en anglais) – site officiel du G-77 dans lequel on trouvera les documents de référence. Une tribune pour les pays du Sud/Hugo Ruiz-Diaz, in : Le Monde Diplomatique, septembre 2005 – www.monde-diplomatique.fr

L'Afrique veut redynamiser les Non Alignés

Joyce Mulama
Nairobi (Kenya) - IPS - Terra Viva

Des centaines de journalistes ont convergé vers La Havane à l'occasion du 14ème sommet du Mouvement des Non Alignés (MNA), tandis que des dizaines de chefs d'état assistaient aux derniers jours du sommet. Pour certains au Kenya, cependant, le MNA demeure un mystère – bien que les pays de l'Afrique de l'Est soient membres à part entière du mouvement.

"Je n'ai jamais entendu parler des Non Alignés. De quoi s'agit-il ?", demande un journaliste travaillant avec les médias internationaux, interrogé lors d'une interview accordée à IPS.

"Est-ce que c'est au Kenya ? Cela se passe où exactement ?", s'interroge un administrateur qui travaille auprès d'une organisation de femmes installée à Nairobi, la capitale.

En quoi consiste l'avenir du MNA au Kenya – et y a-t-il lieu de faire quelque chose pour s'assurer que le mouvement acquière une plus grande reconnaissance?

Du concret, SVP

"Les peuples s'identifient à des choses tangibles susceptibles de changer leur vie. Puisque nous évoluons dans un monde de partenariat, laissons le MNA former des partenariats avec d'autres organisations qui ont pour but de changer la vie des peuples", affirme Fred Jonyo du Département des Sciences politiques et d'Administration publique de l'Université de Nairobi.

"Laissons le mouvement s'engager dans différentes activités qui influent directement sur la vie des peuples; ainsi, tout le monde en parlera."

Une réorganisation du mouvement n'est cependant pas un sujet uniquement débattu au Kenya. Il s'agit également d'une question centrale discutée au sommet de cette semaine – en prolongement d'une discussion qui était déjà sur les rails au sommet du MNA de 1992 et qui fut tenue dans la capitale indonésienne, Djakarta, à l'époque où la chute du mur de Berlin força le mouvement à réexaminer son rôle sur le plan des affaires internationales. Les origines du MNA remontent à un demi-siècle. Le premier Mouvement des Non Alignés fut organisé en 1961 à

l'époque où certains pays s'efforçaient d'éviter toute implication dans les politiques de la Guerre Froide. Le bloc dénonçait alors la domination coloniale et l'apartheid, parmi d'autres maux – et se développa finalement jusqu'à compter en son sein plus de 100 pays, parmi lesquels tous ne se montraient pas scrupuleux à maintenir les principes de neutralité dans leurs relations avec les Etats-Unis et l'URSS.

"Ayant réussi la décolonisation, le MNA n'est pas parvenu à évoluer. L'organisation a manqué de l'élan nécessaire qui lui aurait permis d'utiliser ses succès comme un tremplin afin d'aborder les nouveaux défis", affirme Jonyo à IPS.

Plus nécessaire que jamais

Mais, ceci ne signifie nullement que le mouvement ait épuisé son utilité, dit Oduor Ong'Wen, le directeur pour le Kenya de l'Institut de l'information et des négociations sur le commerce de l'Afrique Australe et Orientale (Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute). Ce bailleur de fonds, installé à Harare, est spécialisé pour aider l'Afrique à jouer un plus grand rôle sur le plan du commerce international.

"Je pense que nous avons besoin du MNA, et plus que jamais auparavant", fait-il remarquer lors d'une interview accordée à IPS.

"Par exemple les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) qui nous ont été imposés, n'ont pas fonctionné. C'est le genre de choses contre lesquels le MNA devrait s'opposer de toutes ses forces."

Les programmes d'ajustement structurel ont été introduits il y a environ trois décennies par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale afin d'apporter des améliorations économiques dans les pays qui demandaient une assistance financière de la part des deux institutions internationales.

Les prêts étaient conditionnés par l'acceptation par les Etats des nombreuses exigences des programmes, qui incluaient notamment les privatisations, la dérégulation ainsi que la levée des contrôles des prix et des barrières sur le commerce.

En pratique, cependant, les PAS ont souvent eu l'effet inverse à celui attendu

initialement, poussant les pays du Tiers-monde dans des difficultés financières plus importantes.

Jonyo croit que le MNA pourrait aussi contribuer à l'essor des économies des nations africaines.

"Nous possédons de nombreuses ressources, mais nous ne savons pas comment procéder pour les transformer en articles consommables. Vous ne pouvez pas être indépendant si vous n'êtes pas à même de transformer vos biens en valeur", dit-il, ajoutant que le MNA a besoin de s'engager dans des pourparlers sur ce sujet avec les pays industrialisés.

"Le dialogue devrait se concentrer sur les possibilités pour les Africains de produire de la valeur ajoutée et d'avoir accès aux marchés extérieurs", note Jonyo.

Guerre froide, puis chaude...

Les efforts consentis pour procurer aux pays du Tiers-monde un accès aux marchés internationaux ont subi un revers, en juillet, avec l'échec du round de Doha concernant les négociations sur le commerce – le round de Doha tire son nom de la capitale du Qatar où ces négociations avaient débuté en 2001. Les négociations s'étaient donné pour but de traiter des barrières commerciales telles que les subventions agricoles payées aux producteurs dans les pays occidentaux, qui désavantagent la concurrence au sein des pays pauvres. Les pays membres des Non Alignés présents au sommet dans la capitale cubaine doivent adopter, à la fin de la réunion, une déclaration ayant trait à différents sujets politiques, économiques et sociaux – tels que la situation au Moyen-Orient, la coopération parmi les Etats du Tiers-monde ainsi que l'émigration.

"Avec la fin de la Guerre Froide et l'émergence d'une super puissance qui utilise des tactiques intimidantes vis-à-vis du reste du monde, nous avons besoin que le MNA s'oppose de manière assertive à de semblables agressions" dit Ong'wen, en faisant référence aux Etats-Unis.

(Dépêche de l'agence IPS du 15 septembre 2006. Traduction et intertitres: Gresea).

Non Alignés: renforcer les liens Sud-Sud

South Bulletin (éditorial)

Le Mouvement des Non Alignés est, après l'Assemblée générale des Nations unies, le plus grand rassemblement d'Etats sur la scène internationale.

L'entrée de deux nouveaux membres porte son contingent à 118. L'ensemble de ces pays est issu du Sud où le développement économique reste un préalable à la satisfaction des besoins de base de milliards d'habitants.

Longue route

Les Non Alignés se réunissent tous les trois ans. Après avoir présidé la sixième conférence en 1979, Cuba se voit à nouveau attribuer cette charge en raison de la dette du Mouvement des Non Alignés à Fidel Castro et à Cuba.

Depuis le premier sommet de Belgrade en 1961, sous le leadership de Tito, quelles sont ses réalisations? En dépit de tous ses manquements, une avancée ressort néanmoins: l'unité du Sud.

Selon le président sud-africain Mbeki: "Cette unité, bien plus qu'un rassemblement géographique de pays du Sud, consiste en un engagement à respecter l'histoire de notre mouvement, ce qui, par ailleurs, nous contraint à rester fidèles aux luttes qui nous ont inspirés depuis le début de l'odyssée commune".

No pasaran

L'odyssée a débuté à Bandoeng (Indonésie), quelques années avant la naissance officielle du Mouvement des Non Alignés. Bandoeng, continue le président Mbeki, "a été, plus que toute autre chose, une initiative du mouvement anti-colonial et anti-impérialiste afin que les peuples du Sud soient maîtres de leurs destins et que l'apartheid ou toute autre domination étrangère ne soit plus tolérée. Je demeure confiant dans la continuité de cette résolution originelle. Plus que jamais il nous faut être vigilants et protéger nos acquis en nous débarrassant de la dominance étrangère et de notre étiquette de Tiers-monde."

En disant cela, le président sud-africain se fait le porte-parole de milliards de personnes à travers le monde.

Demandez le programme!

Outre les objectifs généraux, les principes et le rôle des Non Alignés, le

document final de La Havane, quelque 75 pages, contient une série de plans d'action détaillés à mettre en pratique au plan national, régional et international. Sur des points d'actualité tels que la réforme des Nations unies, la législation internationale en matière de souveraineté, le terrorisme, le désarmement nucléaire, la paix au Moyen-Orient ou encore le multilatéralisme, le mouvement a adopté une position claire. Cependant, l'unité et la solidarité émanant du Sud n'auront de conséquences que si le Mouvement continue à jouer un rôle actif et constructif sur la scène internationale pour la réalisation d'un monde plus juste et plus égal.

L'échec du processus de globalisation, caractérisé par la domination du capital, la déshumanisation du travail et la marginalisation de la plupart des peuples, a sans doute renforcé la nécessité pour le Sud de se rassembler et de coopérer.

Renaissance

Comparées à la décennie précédente, les choses évoluent mais les potentialités restent gigantesques. Dans le but d'accélérer le développement du Tiers-monde, les dirigeants du Sud se sont accordés pour mettre en place des institutions propres. Dans ce contexte, et avec le soutien de Hugo Chavez, le président Fidel Castro devrait assumer la présidence de la seconde Commission Sud. Son principal objectif sera de réactiver l'intégration et la coopération Sud-Sud.

La première commission Sud qui réunissait des intellectuels de premier plan autour du président tanzanien Julius Nyerere et du Docteur Mohan Singh, secrétaire général de la Commission et ancien premier ministre indien, avait produit un rapport intitulé "Le défi à relever pour le Sud".

Parmi les défis, les dirigeants du Sud épinglent la mise en place d'une banque, d'un système d'universités et d'un réseau international de télévisions propres au Sud. Alors que l'Inde proposait de coordonner un groupe de travail sur la sécurisation des approvisionnements énergétiques, le Venezuela suggérait la mise en place du Petrosaur, un pacte énergétique pour le Sud. Possédant les réserves de pétrole, de gaz, d'or et de

minerais précieux les plus importantes, sans compter l'immense valeur de sa biodiversité, il est, en effet, scandaleux qu'un tel degré de pauvreté subsiste encore à travers le Sud.

Néanmoins, l'unité et l'engagement du Sud doivent être interprétés comme autant de facteurs positifs.

Dans ce cadre, le premier ministre malais et président sortant du MNA Abdullah Badawi faisait remarquer: "La poursuite de notre combat ne doit pas être interprétée comme dirigée contre un pays ou un ensemble de pays. Les Non Alignés se veulent seulement opposés à l'injustice, l'inégalité, l'oppression, la sélectivité, aux doubles standards ainsi qu'à tout élément visant la coercition, la négation ou l'exploitation d'Etats faibles et vulnérables dans les relations interétatiques".

La dynamisation de la coopération Sud-Sud serait susceptible de changer la face de la planète et de relever le défi du sous-développement en employant une force collective dont quelques Etats du Tiers-monde ont déjà fait montre au niveau national.

(Editorial du South Bulletin, n°132 du 1er octobre 2006, édité par le South Centre, Genève, actuellement présidé par Benjamin William Mkapa, Tanzanie. Traduction et intertitres: Gresea).



Sud toute!

South Bulletin

Le président vénézuélien Hugo Chavez a appelé à la mise en place d'une seconde Commission du Sud sous la présidence de Fidel Castro dans le but de réactiver la coopération Sud-Sud et l'intégration des pays du Tiers-monde. Lors de son discours au 14ème sommet des Non Alignés à La Havane, le président Chavez a prôné l'édification d'institutions alternatives propres au Sud telles qu'une banque, un réseau d'universités ou encore une chaîne de télévision. **Le texte qui suit est une version de son discours prononcé à l'occasion du Sommet des Non Alignés et traduite par Dawn Gable.**

La 1ère Commission du Sud : reflet des désillusions

Je vais me permettre de lire une partie du prologue écrit en mai 1990 à Dar Es-Salaam en Tanzanie par Julius Nyerere dans le cadre de la mission que lui avait confiée le MNA (Le défi pour le Sud: le Rapport de la Commission du Sud).

Voici ce qu'il a dit : "La commission, composée de membres qui y participent au titre de citoyens et qui proviennent de tous les continents du Sud, a souligné le fait que malgré les problèmes et l'expérience partagés par les pays du Tiers-monde, personne n'a eu la mission de les observer à l'échelle globale et d'en tirer des conclusions pertinentes et des stratégies de développement. (...) De plus, le Sud ne connaît pas le Sud : ce qui se passe dans nos pays, quelles

Essai deuxième...

Réactiver la coopération Sud Sud en organisant la Banque du sud, en mettant sur pied un réseau composé d'universités du Tiers-monde ou en montant la chaîne de télévision du Sud? Perspectives assurément novatrices, mais pas spécialement récentes. La première Commission Sud des Non Alignés avait déjà proposé cet agenda. Voilà pourquoi il conviendrait de la ressusciter purement et simplement. Hugo Chavez, au sommet des Non Alignés de la Havane, a lancé un appel au Sud pour qu'il se reprofile sur la scène internationale en proposant la mise sur pied d'une deuxième Commission Sud sous la présidence de Fidel Castro. Heureux retour du tiers-mondisme...

sont les idées de nos populations, quel est notre potentiel et comment la coopération Sud-Sud peut apporter différents choix de développement à nos pays ? Au contraire, nous avons été contraints de répéter nos erreurs, incapables, d'une part, de tirer des leçons de l'expérience d'autres pays confrontés à des situations similaires, et, d'autre part, tout aussi incapables de tirer les bénéfices des expériences positives de ces mêmes pays".

Par la suite, le texte évoque la mise en place de la [première] Commission. La proposition émergea après le sommet du MNA de 1986 à Harare, au Zimbabwe. La Malaisie proposa la création d'une commission du Sud et avança le nom de Nyerere pour la présider. Ce dernier accepta. Le travail prit trois ans et c'est en 1990 qu'a été présenté le rapport que voici. Mais [pour ce faire] sait-on à combien de débats, à combien de conférences, ainsi qu'à combien d'heures de travail liées à tellement d'espoirs sincères ont pris part tant d'universitaires issus du Sud, d'intellectuels, de scientifiques opérant dans le champ social, d'économistes, d'historiens, de femmes et d'hommes de science, de leaders populaires ainsi qu'autant de dirigeants politiques ?

(...)

Quand ils ont présenté le rapport, fruit de l'histoire de ces dernières décennies, comme je l'ai dit ce matin, je pense que le MNA venait de passer par différentes étapes, autant d'étapes de l'histoire mondiale.

Au cours des années 60, chers collègues et amis, nous pourrions dire que le monde du Sud, également dénommé monde sous-développé, ou encore Tiers-monde, a expérimenté ce que nous pourrions appeler l'illusion de la croissance économique, illusion de croire que la croissance économique pouvait apporter le développement. Des signes perceptibles de cette croissance dans les années 60, dans les années 50 et encore plus dans les années 70, existent – une illusion de croissance. Après cette période, le désordre mondial a commencé, comme cela a été résumé dans le premier chapitre, le désordre inhérent au modèle économique, la crise des années 80, la dette extérieure, ainsi que la récession. L'illusion de la croissan-

ce et du développement prirent alors fin. Et, soudain, nous nous sommes retrouvés tel un pilote d'avion déboussolé, qui ignore où il va et qui se dirige droit sur un ouragan, sur une tempête.

C'est de cette tempête, de cette crise, qu'émergèrent l'intention du MNA et cette commission, de même que son travail et le rapport qui en découle.

Le rapport de la 1ère Commission du Sud face à un monde unipolaire

[Cependant] au moment où ce rapport fut présenté, on assista à l'effondrement de l'Union Soviétique, ce qui contribua à une plus grande déstabilisation du monde. Les Etats-Unis, ses alliés ainsi que le capitalisme tout entier (...) se mirent à revendiquer la "victoire". Ils déclenchèrent alors contre les peuples d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie le projet néolibéral sous la forme du Consensus de Washington, des mesures d'ajustement structurel, des privatisations, la réduction des états, ainsi que l'élimination de la planification. Le MNA a été mis au frais, et son rapport était, en conséquence, mort-né. Ou, pour être moins lugubre, il fut placé au congélateur. Je crois même qu'il ne fit l'objet d'aucune discussion. Il n'y avait tout simplement pas de temps à lui consacrer.

Aujourd'hui, 15 années après, l'illusion néolibérale et l'expérimentation par le monde de l'illusion du Fonds Monétaire-Nous avons vécu les illusions sans illusion. (...) La Fata Morgana. Des illusions, semblables aux chants des sirènes du capitalisme. Mais tout cela appartient désormais au passé; l'illusion de la fin de l'histoire s'est dissipée.

La 2ème Commission du Sud : le Sud par le Sud

Aujourd'hui nous sommes à nouveau confrontés à la dure réalité. Comme le président Fidel Castro l'a exprimé ce matin, la misère, la faim, la destruction des peuples de la terre ainsi que le saccage de l'environnement se sont accrus de par le monde. Nous sommes en train de détruire la planète !

Maintenant, Monsieur le Président, je désire soumettre cette proposition à l'Assemblée ici présente, et si Dieu le veut, celle-ci ne connaîtra pas le même sort que beaucoup d'autres ces derniè-

Regard bolivarien

res années. En effet, nous faisons des propositions çà et là (...) qui, pour la plupart, sont jetées au vent et restent à l'état de document. De ces résolutions tout comme de ces manifestations de bonne volonté, très peu de choses ont été concrétisées. Il est vrai que nous mettons nos problèmes, comme nous remettons nos espoirs de solutions, dans le Nord. Les solutions se trouvent parmi nous. [Il nous incombe de] prendre des décisions et de les mettre en pratique : être capables d'en faire une réalité.

Ce que je voudrais suggérer aujourd'hui, Monsieur le Président, alors que Cuba a assumé la présidence [du sommet], c'est l'affectation d'une nouvelle Commission du Sud qui aurait pour point d'ancrage ce livre [le rapport de la 1ère Commission]. Ce dernier contient une série de recommandations qui pour certains, je crois, restent inconnues. (...) Voici par exemple une proposition que nous avons faite en Amérique latine... où cette idée progresse non sans difficultés... mais elle progresse, à savoir la mise en place d'une Banque du Sud. Où se trouvent donc les réserves nationales de nos pays ? Où se trouvent-elles donc ? Tout le monde sait pertinemment bien où se trouvent la majorité d'entre elles : dans les banques du Nord bien évidemment. Cette proposition se donne donc pour but – obstinément, intelligemment et sur un ton résolu – de faire naître la Banque du Sud. Il n'y a plus un jour à perdre. Mettons en dépôt une partie de nos réserves nationales et créons une banque puissante dans le but de financer notre développement. Pas de la manière imposée par le FMI et la Banque mondiale, en échange de quoi, je vous le demande ?

Dans la plupart des cas, en échange de notre souveraineté, en échange de [nos] principes, en échange des âmes ainsi que des espoirs de millions d'êtres humains. Parce qu'ils sont dénués d'âme. L'impérialisme n'a pas d'âme. Mais nos peuples, eux, en sont pourvus, tout comme de chagrin et d'espoir.

En avant, Monsieur le Président, mettons en place cette Commission. Je propose que Fidel Castro assume la présidence de cette nouvelle Commission, qu'elle soit mise en place, et que dans le plus bref délai possible, elle présente une stratégie destinée à réactiver la coopération Sud-Sud, ainsi que l'intégration du Sud. En plus d'une banque du Sud, parmi les propositions faites par le Venezuela, il y a la mise en place d'une Université du Sud, d'un système universitaire du Sud et d'un réseau mondial de TV du Sud, afin qu'il nous soit donné

l'opportunité d'apprendre à nous connaître.

Le Venezuela a également mis sur la table la proposition PetroSur, qui consiste en un pacte d'énergie pétrolière à destination du Sud. Dans le Sud, nous disposons des plus grandes réserves de pétrole, de gaz, d'or ainsi que de minerais précieux. [Tout cela constitue] tellement de richesses.

Pour un Sud uni...

Comme le disait Simon Bolivar en 1815, "Plus que quiconque, je désire voir cette terre être façonnée en une des plus grandes nations du monde, une des plus grandes non pas en raison de sa région et de ses richesses mais de par sa liberté et sa gloire". Ces paroles se trouvent dans la charte de Jamaïque.

Plus tard, il ajoutait, ce que j'aimerais répéter ici presque 200 ans plus tard, et qui se trouve être une humble recommandation : "Unissons-nous pour de vrai, compañeros y compañeras, unissons-nous pour de vrai au Sud et nous aurons un avenir, nous obtiendrons la dignité, et nos peuples hériteront de la force. Raúl [Castro], ce matin, a conclu son discours en reprenant une citation de Fidel tirée d'un discours dans lequel il parlait d'unité. Citant Fidel, il a dit : "Unissons-nous afin d'exiger nos droits à la vie, nos droits à disposer d'un avenir". J'aimerais ajouter à ce mémorable discours prononcé par Fidel: unissons-nous afin de nous libérer, afin d'exister, pour construire nous-mêmes le Sud.

(South Bulletin n°132, 1er octobre 2006, Traduction, titre et intertitres: Gresea)



NOEI (Nouvel ordre économique international)

En 1974, l'ONU adopte (sous la pression du mouvement des Non Alignés), la Charte du Nouvel Ordre Economique International qui prévoit une série d'objectifs et des mesures destinées à combler l'écart entre les pays industrialisés et les pays du Tiers-monde telles que la stabilisation des prix des matières premières et amélioration des termes de l'échange, le renforcement de la coopération au développement, ... Ce projet, avorté, demeure une revendication lancinante du Sud.

Ouvrages :

Nous, les peuples des nations surexploitées – Une introduction à l'idée d'un droit au développement, Cahiers des Alternatives, Gresea, août 2004.

Un nouvel ordre économique international/ Brigitte Stern ; Economica, Paris, 1983

Le nouvel ordre économique international/ Battati Mario ; PUF, Paris, 1983

Le Nouvel ordre économique international et pouvoir/ Jean-Simon Taubornel ; Ed. L'Hermès, Lyon, 2002 ; 444 p. (Coll. Bibliothèque d'économie)

Un nouvel ordre humain international?

Martin Khor
Third World Network - Kuala Lumpur

Le Sommet du Mouvement des Non Alignés s'est conclu tard ce soir par un appel en faveur d'un nouvel ordre politique et économique humain mondial équitable, juste et démocratique.

Le message essentiel qui en est ressorti réside dans le constat qu'il y a urgence à réaffirmer l'importance primordiale du multilatéralisme, face à la menace que représente le nombre croissant d'actions unilatérales en politique internationale, ce dont témoigne la probabilité d'une guerre américano-britannique en Irak.

La session plénière de clôture du sommet s'est conclue par l'adoption de différentes motions: le "Document Final" du 13ème Sommet des Non Alignés, la Déclaration de Kuala Lumpur portant sur la revitalisation du mouvement ainsi que les rapports séparés sur Cuba et la Palestine. Il a également été décidé que le prochain sommet aurait lieu à Cuba en 2006.

Ordre ou ordre?

Dans le discours de clôture, le nouveau président des Non Alignés, Monsieur Mahathir Mohamad Premier Ministre de Malaisie, a affirmé que le Sommet s'est révélé très fructueux en termes d'échanges d'opinions, d'inventaire de ce qui avait été réalisé précédemment et dans la formulation de stratégies concernant les perspectives d'avenir du mouvement.

Il insiste sur le fait que le monde unipolaire actuel était bien différent du monde multipolaire qui existait lorsque nos aïeux ont lancé le Mouvement des Non Alignés. Mouvement qui incarne nos espoirs tout comme nos aspirations de prospérité économique dans un monde stable, juste et paisible et qui se révèle plus en plus approprié aujourd'hui pour protéger et promouvoir les intérêts du Sud.

"Il est évident que le bien-être du monde sera mieux assuré par un système multilatéral solide évoluant autour des Nations unies, qui sont plus représentatives et démocratiques, que par un système unilatéral reposant sur la domination d'une seule puissance, aussi tempérée soit-elle", a-t-il encore précisé. "Nous sommes déterminés à apporter un appui soutenu et solide aux Nations unies afin que son avenir soit lié à celui

du Mouvement des Non Alignés et du multilatéralisme."

Mahathir rappelle trois nouveaux défis qui attendent les Non Alignés: le terrorisme international et notre contribution aux efforts déployés sur la scène internationale pour combattre ce fléau, la mondialisation et les efforts consentis pour favoriser l'intégration des pays du Tiers Monde au sein d'un nouvel ordre politique et économique humain mondial équitable, juste et démocratique ainsi que les technologies de l'information et de la communication qui transforment le monde et élargissent le fossé numérique entre le Nord et le Sud.

Face à ces défis, il est de notre intérêt de consolider notre unité autant que notre cohésion et de parler d'une seule voix sur des sujets d'une importance vitale. "Si nous n'avons nul besoin de paraître conflictuels dans notre approche, nous ne devons pas ni paraître obséquieux ni demeurer défensifs dans nos relations avec le Tiers-monde. Mahathir ajoute que ces défis requièrent à la fois des réponses urgentes, des stratégies pragmatiques et des actions coordonnées. Il a fait référence à la récente Déclaration de Kuala Lumpur, une référence en matière d'action collective définissant des principes directeurs et des plans d'actions pratiques sensés modeler l'avenir des non alignés.

Grâce à cette revitalisation, le Mouvement deviendra davantage proactif et attentif aux problèmes des États membres. En tant que pays assumant la nouvelle présidence, la Malaisie collaborera étroitement avec d'autres membres dans le but de faire davantage entendre la voix des pays non alignés et ainsi acquérir une plus grande influence dans les affaires internationales.

De l'économie à l'humain

Les références à la mondialisation dans le discours de Mahathir de même que l'affirmation de la nécessité à construire un "nouvel ordre économique et politique mondial" résume une idée maîtresse du Document Final au sujet de la globalisation.

Au paragraphe 224 du document, on lit: "Soulignant que l'intégration au sein de l'économie mondiale réalisée dans le but de bénéficier des règlements multi-

latéraux sans détruire l'avantage comparatif national représente un défi majeur pour les pays en développement et estimant que les réformes économiques constituent exclusivement un moyen permettant d'atteindre un objectif défini en vue du développement, les objectifs visant à promouvoir la sécurité, la liberté, la justice et l'opportunité d'une vie pleine et épanouissante pour l'ensemble de l'humanité ne pouvant en aucune manière être négligés, les chefs d'états et de gouvernements insistent sur la nécessité à mettre en oeuvre un Nouvel Ordre Mondial, se donnant pour mission d'inverser la tendance conduisant à une disparité croissante entre riches et pauvres, à la fois entre les différents pays concernés et au sein même de ces derniers par le biais, entre autres, de l'éradication de la pauvreté tout comme la promotion du développement durable".

L'appel lancé lors du Sommet des Non Alignés en faveur d'un Nouvel Ordre Mondial reposant sur la diminution des disparités, est clairement en contradiction avec le paradigme américain définissant un Nouvel Ordre Mondial, concept évoqué pour la première fois par le Président George Bush au début des années 90 et que le président George W. Bush traduit, de nos jours, par une politique de superpuissance plus en plus unilatérale incluant la légitimation de frappes militaires préventives unilatérales ainsi que le retrait d'accords internationaux comme le Protocole de Kyoto.

Le "nouvel ordre mondial humain" accorde en revanche une attention soutenue au mouvement des pays en développement pour un "nouvel ordre économique mondial", mouvement qui s'est étioilé à la suite du retour de manivelle imposé par les pays développés, subi par les pays du Sud, de la crise de la dette, de l'effondrement des cours des matières premières, des conditions imposées dans le cadre de la politique d'ajustements structurels des institutions de Bretton Woods, des accords de l'Uruguay Round et de l'évolution de l'OMC.

Questions cruciales. Les Non Alignés seront-ils à même de redynamiser le mouvement pour un ordre international équitable? Quels plans pratiques et quels programmes peut-il imaginer?. La tâche se révèle d'autant plus ardue que

Flash-back 2003

le nouvel ordre mondial humain couvre à la fois les champs politique et économique.

Lors de la session de clôture, le président cubain Fidel Castro a affirmé que le nouveau président des Non Alignés était admiré dans le monde entier tant en raison du succès de la Malaisie dans son développement économique et plus particulièrement sa remise en cause des politiques économiques orthodoxes du Fonds monétaire international (FMI) durant la crise financière. La lutte pour le développement requiert la solidarité et la coopération entre les pays non alignés. Cuba ayant l'honneur d'organiser le prochain Sommet, le Mouvement tendra à redevenir davantage présent, étant entendu, que cette organisation est sans nul doute plus que jamais nécessaire.

Pour le groupe issu du continent africain, le président de la Namibie, Sam Nujoma, a estimé que le Mouvement des Non Alignés doit coordonner les positions adoptées sur le plan international par ses différents membres, spécialement en ce qui concerne les négociations commerciales relatives au programme de l'OMC à Doha. Le groupe a pressé les États membres, en particulier ceux qui sont membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies, de se conformer aux décisions du groupe des non alignés ayant trait à la situation politique.

Le Premier Ministre du Koweït, le Sheikh Sabah Al-Ahmad, s'exprimant au nom du groupe issu du continent asiatique ainsi que le ministre des Affaires étrangères de Guyana, relayant quant à lui au nom le groupe issu des Caraïbes et d'Amérique latine), ont également plaidé pour qu'un effort soit consenti afin d'appliquer concrètement les décisions adoptées durant le Sommet.

Lors d'une conférence de presse après la séance de clôture, Monsieur Mahathir a affirmé que les priorités immédiates des non alignés étaient la résolution du problème palestinien et la menace d'une guerre en Irak.

Interrogé sur le fait de savoir s'il est vrai que le Mouvement n'a jusqu'à présent rempli qu'une fonction de "tribune", le Premier ministre a demandé d'imaginer un monde sans le mouvement des Non Alignés. "Sans l'existence du Mouvement des Non Alignés, nos pays seraient broyés et engloutis l'un après l'autre."

A la question de savoir s'il n'est pas trop idéaliste de penser que les nations puissantes puissent se laisser convaincre par cet appel à mettre fin à tous les conflits dans le monde et abandonner l'arme nucléaire, Mahathir a reconnu que cet appel pouvait sembler idéaliste aussi longtemps que les grandes puissances conservaient le privilège de maintenir en place leurs armements. "Mais si nous nous tenons tranquilles, les grandes puissances ne ressentiront ni culpabilité ni gêne à conserver ces armes sur leur territoire, voire même de les utiliser. Même les armes conventionnelles sont développées dans le dessein de devenir des armes de destruction massive. »

Toile de fond: Irak

Au sujet des mesures pratiques mises en place par les Non Alignés au cours des trois prochaines années, Mahathir a affirmé que les Non Alignés devraient adopter un point de vue commun dans les négociations et les tables rondes, spécialement celles ayant pour cadre les réunions relatives à la mondialisation et à l'OMC. "Si nous ne parlons pas d'une seule voix, alors l'autre camp disposera de toute la latitude requise pour faire adopter son point de vue."

On interroge alors Mahathir afin de savoir si, puisqu'il est opposé à toute attaque unilatérale sur l'Irak, il était en faveur d'une attaque sous l'égide des Nations unies. Réponse de l'intéressé: "Nous nous prononçons radicalement contre la guerre, qu'elle soit multilatérale ou unilatérale. Nous sommes tenus à l'égard de l'ONU mais nous attendons de cette organisation qu'aucune guerre ne soit engagée. Nous ne sommes pas en faveur du massacre des peuples."

(Third World Network, 25 février 2003. Traduction, titre et intertitres: Gresea)



Les médias, haut-parleur de l'ordre occidental?

Bruno Beauraind
GRESEA

Dans un monde devenu, selon la formule consacrée, village, les flux d'informations restent l'apanage du Centre, alias l'Occident, qui inonde ses "banlieues", les 4/5 de l'humanité. Depuis juin 2006, nouvelle donne: les Non Alignés ont concrétisé un vieux rêve: NAM News Network, leur propre agence de presse.

Paysage médiatique unipolaire? En effet, Agence France Presse (AFP, France), United Press International (UPI, Grande-Bretagne), Associated Press (AP, USA) ou encore Reuters (USA) sont des noms que vous ne pouvez éviter au bas de la plupart des articles de vos quotidiens préférés où que vous vous trouviez au Nord... comme au Sud.

Oligopole médiatique

Aujourd'hui encore, ces quatre agences de presse contrôlent près de 80% de l'info internationale (1). On en conviendra, cet oligopole médiatique occidental laisse peu de place à un traitement de l'information par le Sud.

Outre cette domination géographique de fait, c'est le contrôle qu'exerce le pouvoir économique et financier sur ces agences de presse qui pose question.

Comme le fait remarquer Geoffrey Geuens: "les agences internationales de presse sont structurellement intégrées aux dispositifs de conservation de l'ordre politique, idéologique et symbolique du capitalisme. Elles demeurent, aujourd'hui, l'un des principaux relais des intérêts des multinationales et le cœur même d'un complexe médiatico-industriel occidental" (2).

Quelques exemples pour mieux comprendre... UPI est dirigée par quelques-unes des figures les plus marquantes du monde de la finance et de la politique de ces dernières années. John O'Sullivan, ancien rédacteur en chef, a été conseiller privé de Margaret Thatcher. Du côté francophone, Pierre Louette, nouveau PDG de l'agence France Presse fut notamment membre du cabinet d'Edouard Balladur, alors Premier ministre (1993-1995), avant de rejoindre France Télévisions. Il collabora ensuite au groupe Havas Advertising puis entra chez LVMH en 2000, où il a été l'un des dirigeants d'Europaweb, le fonds d'investissement dans l'Internet de

Bernard Arnault. Reuters, elle, a été présidée par Sir Christopher Hogg, aujourd'hui administrateur de Glaxo-SmithKline et Air Liquide, après avoir été président des multinationales de l'industrie alimentaire Courtaulds et Allied Domecq (3).

Pourtant, la liberté de la presse n'est pas un vain mot pour ces organisations qui montent aisément au front pour dénoncer les atteintes à la liberté de la presse ou à son indépendance... Cherchez l'erreur !

NNN vs CNN, brèche dans l'impérialisme?

Dans ce contexte, il est donc fort à parier que le NAM News Network (NNN) des Non Alignés (4) ne frappe pas votre imagination. Pourtant, sous cette dénomination se cache la nouvelle agence de presse internationale du Mouvement des Non Alignés... Quand le Sud se met à parler du Sud, historiquement, le Nord évite le sujet... on en reparlera.

Le déséquilibre croissant de l'ordre de l'information et de la communication internationale a sans doute interpellé les 80 ministres de l'information des pays non alignés réunis en novembre 2005 à Kuala Lumpur en Malaisie.

De cette rencontre date en effet, l'idée de relancer le défunt "Pool" des agences de presse des pays non alignés (5) tombé en désuétude à la suite de l'essoufflement des Non Alignés dans le monde unipolaire de la fin du 20ème siècle et au retard des pays du sud en matière de technologies de l'information (TIC).

Aujourd'hui, ce retard est comblé, certains pays, comme la Malaisie ou l'Inde par exemple, sont à la pointe en matière de nouvelles technologies. Le Nam News Network (NNN) a donc investi l'Internet le 27 juin 2006 en Malaisie sous l'égide de l'agence de presse nationale BERNAMA qui, dans un premier temps, coordonnera les efforts d'une trentaine d'agences du Sud (5).

Selon le ministre de l'information malais, le NNN va permettre de réhabiliter le concept de non alignement et de donner un second souffle à la coopération Sud-Sud. Enfin, cette nouvelle initiative est

également appelée à jouer un rôle dans l'émancipation socioculturelle des populations du Sud et la construction d'un nouvel ordre de l'information et de la communication... Tout un projet !

Vieux débat réactualisé

Un nouvel ordre international de l'information et de la communication est une vieille revendication du Tiers-monde qui est restée trop longtemps silencieuse sous la pression de certains Etats et firmes occidentales. Ces derniers ne voyaient pas d'un très bon œil un rééquilibrage de leur domination sur le monde...

Si la domination économique du monde par l'Occident passe, aujourd'hui, par les sociétés transnationales, son occidentalisation socioculturelle résulte de la monopolisation de l'information par les agences de presse francophones et anglo-saxonnes... et donc, par ces mêmes multinationales. Une vieille recette de marketing ne dit-elle pas qu'il faut créer le besoin, par une "culture de masse à l'occidentale", afin de mieux vendre ?

Dès les prémices de la Guerre froide, les pays du Tiers-monde (on disait sous-développés à l'époque), se déclaraient déjà victimes de graves inégalités en matière de flux d'information entre le Nord et le Sud et considéraient comme déformée la façon dont les médias occidentaux "se racontaient" la réalité du Sud.

Ainsi, dès le début des années '70, l'Union Soviétique, les démocraties populaires et le Mouvement des Non Alignés portent le débat auprès de l'UNESCO. Pour répondre à ces nouvelles revendications, une Commission internationale d'étude des problèmes de la communication est établie dès 1977 par l'agence onusienne. Connue également sous le nom de son Président, Sean MacBride, ancien directeur d'Amnesty Internationale, le "rapport intérimaire sur les problèmes de la communication dans la société moderne" sera adopté à Belgrade le 25 octobre 1980 (6).

Sans être à proprement parlé révolutionnaire, le débat initié à l'UNESCO, va au moins avoir le mérite de stigmatiser le problème et plus particulièrement, en 1977 déjà, celui du déséquilibre en

Agence de presse Sud

termes d'information et de communication entre le Sud et le Nord. Ainsi, le Rapport Mac Bride reconnaît que "le contrôle de l'information (moyens de production et de diffusion) appartient pour l'essentiel aux pays industrialisés et dans certains cas à des entreprises multinationales et que les conséquences de cet état de choses pour le développement social et économique, et en particulier pour l'évolution vers un nouvel ordre économique international, exigent l'attention de l'ensemble de la communauté internationale" (7). Malheureusement, pour le Mouvement des Non Alignés, ce rapport fut classé "sans suites ou si peu".

En effet, les pays industrialisés (surtout anglo-saxons) vont mener une offensive foudroyante, décrivant le rapport Mac Bride comme le fruit d'un discours communiste dans lequel la liberté demeurerait "à l'état d'ornement institutionnel"(8).

Dans le contexte des années quatre-vingts qui marquent le paroxysme de la Guerre froide et de la crise des Nations unies : crise de fonctionnement, crise financière et crise de légitimité avec le retrait des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne de l'UNESCO (les Etats-Unis se retirent de l'Organisation en décembre 1984 et la Grande-Bretagne en fait de même un an plus tard). Ces deux pays n'acceptant pas ce qu'ils appellent "le terrorisme tiers-mondiste" (9) de l'UNESCO...

Derrière cette lutte d'influence pour le contrôle de l'agence onusienne née, en fait, une guerre pour le contrôle de l'ordre économique international post-Guerre froide. En effet, la mise en place d'un nouvel ordre de l'information et de la communication est une condition préalable à l'établissement d'un système économique mondial plus équitable entre le Nord et le Sud. Sans une transformation des flux d'informations, aucune indépendance n'est possible dans des domaines aussi cruciaux pour le développement que la culture, la politique ou encore l'économie.

Rééquilibrage crucial

En d'autres termes, comment peut-on attirer l'investissement dans un pays, si ce dernier est décrit, à partir de valeurs occidentales, comme un Etat instable, en décomposition, violent ou encore... dictatorial? Comment peut-on développer une coopération Sud-Sud, si les seules informations disponibles sur le Sud viennent du Nord ?

L'établissement d'un nouvel Ordre économique mondial, s'il signifie l'élimina-

tion des situations d'inégalité, la réorganisation des politiques économiques internationales dans des conditions qui permettent à tous les pays de se développer en tirant le parti optimum de leurs ressources naturelles, humaines et du marché mondial, s'il représente le marche-pied économique de l'indépendance politique, s'il vise à effacer les séquelles de l'exploitation, à élargir et rendre plus efficace la coopération entre les pays du Sud. Alors, les mêmes aspirations doivent s'appliquer au nouvel ordre de l'information et de la communication, les deux ordres interdépendants traduisant une même revendication d'indépendance et procédant d'une même exigence fondamentale, le développement du Sud.

Dans ce cadre, l'initiative du NAM News Network (NNN) n'est pas encore en mesure de rivaliser avec ses concurrentes du Nord. Néanmoins, elle permet, d'une part, au Mouvement des Non Alignés de réinvestir la "société de l'information". D'autre part, elle crée un précédent sur une scène internationale de l'information qui, sous la pression des puissances émergentes du Sud, devient un peu plus multilatérale.

La meilleure preuve de ce processus est, sans doute, l'absence de relais de la naissance de NNN par la presse occidentale. Quand le Sud parle du Sud, le Nord n'écoute pas.

Notes

(1) GEUENS, Geoffrey, *Les agences (de presse) du nouvel ordre mondial*, article disponible sur le site de Michel Collon,

<http://www.michelcollon.info/articles.php?date=2002-04-03%2018:11:40&log=invites>

(2) *Idem*.

(3) *Ibidem*.

(4) Le Non-Aligned Movement News Network désigne la nouvelle agence de presse du Mouvement des Non Alignés et son site Internet, <http://www.namnewsnetwork.org/>

(5) NAJAR, R., *Pour un nouvel ordre mondial de l'information*, *La Voix du Tiers-monde*, Avril 1977, disponible sur le site de l'UNESCO, http://www.unesco.org/courier/2001_12/fr/me dias.htm

(6) Outre l'agence malaise BERNAMA, les autres agences étroitement impliquées dans le projet NNN sont la MAP du Maroc, ANGOP de l'Angola, Antara d'Indonésie, APP du Pakistan, APS d'Algérie, APS du Sénégal, BBS du Bangladesh, BNA du Bahreïn, BuaNews d'Afrique du Sud, ENA d'Ethiopie, GINA de Guyana, IRNA d'Iran, KBC du Kenya, KUNA du Koweït, MENA d'Egypte, ONA d'Oman, PETRA de Jordanie, PRENSA LATINA de Cuba, QNA du Qatar, SABA du Yémen, SANA de Syrie, SPA d'Arabie Saoudite, SUNA du Soudan, TNA de Thaïlande, VNA du Vietnam, WAM des Emirats Arabes Unis et ZANIS de Zambie.

(7) Pour plus d'information sur l'état de l'information mondiale, voir les Rapports mondiaux sur l'information de l'UNESCO, <http://unesdoc.unesco.org/images/0011/001112>

/111240F.pdf

(8) DUMONT, X., *Le déséquilibre Nord-Sud de l'accès à l'information*, disponible sur le site http://funredes.org/mistica/fra/cyberotheque/participants/docparti/fra_doc_06/cap2.html#1

(9) DECORNOY, J., *Aux ordres du Nord, Médias, mensonges et démocratie, Manière de voir n° 14*, Février 1992.

(10) DUMONT, X., *Le déséquilibre Nord-Sud de l'accès à l'information*, disponible sur le site http://funredes.org/mistica/fra/cyberotheque/participants/docparti/fra_doc_06/cap2.html#1

NNN (NAM News Network)

L'agence de presse des Non Alignés, mise en place en juin 2006, qui se veut alternative à l'égard des organes d'information (prédominants) du Nord. Elle a pour objectif d'améliorer la visibilité du Sud dans le développement du commerce et des relations économiques entre les Etats membres des Non Alignés.

Sites :

www.namnewsnetwork.org (en anglais)



Déclin et dépolitisation de la Cnuced

Muchkund Dubey
RIS - New Dehli

Le texte traduit et publié ici est, comme le suivant, extrait du "Discussion paper" n° 110 de l'institut indien RIS (Research and information system for developing countries - <http://www.ris.org.in>), rédigé par le professeur Muchkund Dubey (Jawaharlal Nehru University, New Dehli) sous le titre "Reinventing UNCTAD: Some Proposals for the UNCTAD Mid-term Review". Deux extraits, deux étapes dans une analyse brillante de la descente aux enfers du tiers-mondisme – et de ses possibilités de renaissance. Commençons par la rétrospective...

L'effort concerté des grandes puissances économiques afin d'ôter aux Nations unies ses fonctions organiques dans le domaine économique et réduire fortement son rôle et son autorité en général, a commencé au cours de la décennie '80 et n'a cessé de se poursuivre depuis. Le résultat concret en a été que les fonctions, l'agenda et les modes de discours des organismes des Nations unies en ont été transformés et que les compétences de base des secrétariats attachés à ces organismes ont été considérablement réduites.

L'institution à abattre

La Cnuced a été partie à ce procès, étant en réalité la cible principale de cette attaque en règle. Par voie de conséquence, les délibérations intergouvernementales au sein de la Cnuced ont été réduites à une mascarade tandis que ses recherches comme ses analyses politiques ont perdu de leur élan originel, de leur acuité et de leur singularité.

Les conférences de Carthagène (1992) et de Midrand (1996) ont apporté la touche finale au travail de démolition entrepris une décennie plus tôt. Lors de ces conférences, les mandats et les fonctions de la Cnuced ont fait l'objet d'un important dégraissage, tandis que sa direction politique et son inspiration ont été déviées de leur mandat et mission originels tels qu'inscrits dans l'Acte Final adopté à la Cnuced en 1964. La Cnuced a subi des transformations d'une telle ampleur qu'elle en est devenue totalement méconnaissable sur de nombreux aspects majeurs :

(a) elle a perdu son rôle de négociateur pour, à la place, s'employer à construire

des consensus. Cela ne s'est pas uniquement produit en matière de commerce, où l'OMC est en position dominante, mais également dans d'autres domaines tels que la monnaie, les finances, le transfert de technologies et les procédures restrictives à l'égard du monde des affaires ;

(b) il y a eu une érosion progressive de ses capacités dans les champs de la recherche et de l'analyse. Dans les domaines où elle a été autorisée à en faire, cela s'est produit avec des ressources réduites de manière radicale et dans le cadre d'une structure et d'une orientation idéologique prédéterminées. Certaines des fonctions qu'elle a pu garder sont contestées. Son projet "vitrine", à savoir le Rapport annuel sur le commerce et le développement, ainsi que les rapports sur l'Afrique et sur les Pays les Moins Avancés, qui mettent au défi les idées reçues, sont actuellement à peine tolérés ;

(c) elle n'est plus autorisée à mettre en avant une approche complètement intégrée et englobante du développement, ce qui constituait jusqu'alors sa marque de fabrique ;

Pensée unique

(d) au nom de la cohérence, elle doit maintenant se conformer aux vues et courants actuels adoptés par les pays développés et par leurs organisations internationales les plus prisées, telles le FMI et la Banque mondiale, qu'il s'agisse de la mondialisation, de la libéralisation et des stratégies de développement. Il est hors de question de mettre en doute l'ordre mondial actuel ou de mettre en exergue ses inégalités et ses déséquilibres. Elle a été détournée de tous les sujets qu'elle avait pour habitude de privilégier par des positions contradictoires vis-à-vis de la pensée économique dominante. Avec pour résultat que la communauté internationale s'est vue privée d'approches alternatives sur les problèmes de l'économie mondiale et les relations économiques internationales, tout comme la communauté intellectuelle s'est vue privée d'une pensée plurielle, tant vantée auparavant, et des acquis de connaissances d'une génération entière ;

(e) le rôle de la Cnuced s'est vu réduit à l'assistance aux pays en développement pour leur intégration dans l'écono-

mie mondiale sous des conditions très inégales, ceci dans le but de tirer un avantage maximum de la mondialisation et du processus de libéralisation qui y est lié ;

(f) en conséquence, la Cnuced se concentre désormais sur les politiques nationales des pays en développement en leur fournissant principalement des prescriptions toutes faites. Par voie de conséquence, l'assistance technique (AT) prédomine dans les activités développées par la Cnuced. L'assistance technique de la Cnuced reçoit son impulsion des bailleurs de fonds et est utilisée par ces derniers pour s'assurer que les pays en développement qui en bénéficient observent des politiques conformes à leurs vœux ;

(g) la Cnuced s'est de facto soustraite de son ancienne fonction consistant d'une part à apporter un soutien direct au Groupe des 77 et, d'autre part, à jouer un rôle permettant aux pays membres de ce groupe de maintenir leur unité et leur cohésion.

Il en résulte dès lors un haut degré de scepticisme quant à l'utilité et à l'efficacité de la Cnuced. Ce point de vue est partagé par les pays en développement. Ils accordent aujourd'hui une priorité moindre à la Cnuced lorsqu'il s'agit d'affecter leurs maigres ressources humaines à la participation de réunions d'organisations internationales.

Chronique d'une mort annoncée

La Cnuced VIII à Carthagène a ouvert la voie à la transformation de la Cnuced qui est à la fois d'ordre organisationnelle et idéologique. La Cnuced IX qui a suivi, à Midrand, a virtuellement scellé l'opération. L'accord de Carthagène concernait pratiquement tous les aspects de l'organisation – sa machinerie gouvernementale interne, son mandat, son programme d'orientation ainsi que sa méthode de travail. Après la conférence de Carthagène, la Cnuced est devenue le premier organe de l'ONU à se trouver transformé de manière aussi drastique par le biais d'un accord intergouvernemental. C'est à ce moment que la Cnuced a subi des modifications, évoluant d'un simple forum de négociations vers un rôle de "bâtisseur de consensus".

Ses travaux d'analyse et de recherche ont été concentrés sur des politiques na-

Lucidité désabusée

tionales et des questions intérieures. On a pourvu ses organismes subsidiaires de nouveaux mandats dans le but d'éviter à la fois la critique de l'ordre existant et promouvoir de nouveaux paradigmes, dans le but d'assister les pays en développement dans leur intégration dans le système économique international. Le changement idéologique a connu sa conclusion logique à Midrand. Ici, la Cnuced a complètement laissé tomber son opposition vis-à-vis du système international et a redéfini par ailleurs ses objectifs dans le contexte de libéralisation et de mondialisation.

Marginalisation

L'argument en faveur de cette évolution, que plusieurs pays en développement ont sans doute jugé attrayant dans une vision à court terme, était que la Cnuced devrait abandonner sa position idéologique et prendre la forme d'une institution pragmatique orientée vers l'action, ceci dans l'intérêt des pays en développement, auxquels la Cnuced fournirait une assistance pratique destinée au renforcement de leur capacité pour tirer avantage de l'ordre économique existant, plutôt que de se livrer à l'exercice, voué à l'échec, de le contester. Très logiquement, cette réorientation a conduit à délaissier les questions relatives à l'environnement extérieur du développement pour, au lieu de cela, cibler les problèmes de développement local en mettant à l'avant-plan l'Assistance Technique de la Cnuced.

Une des innovations insidieuses introduites à Carthagène, qui sera réaffirmée et développée davantage à Midrand, est l'idée du "Partenariat pour le Développement".

Cette tentative vise à réduire le rôle des gouvernements et de leurs politiques de développement pour, a contrario, amplifier le rôle de ce qu'on appelle les acteurs non gouvernementaux ou organisations de la société civile. Via cette terminologie commode, primauté a été accordée au secteur privé, et particulièrement aux sociétés multinationales. On a prétendu que, à une époque de déclin de l'aide publique au développement, cette voie représenterait le meilleur moyen pour mobiliser des ressources. C'est ainsi que plusieurs conclave consacreront au Partenariat pour le Développement, dont le Sommet de Lyon, ont été organisés par la Cnuced. Une sélection soignée a été opérée dans des secteurs tels que le commerce électronique, l'alimentation bio, la microfinance, le mouvement mondial des biens et la gestion des risques, pour lesquels

des partenaires privés se montreraient enclins à apporter des contributions utiles.

Dégradé en "partenaire"

La Déclaration de Midrand a souligné le fait que la conférence de Carthagène annonçait "une nouvelle approche de l'aide au développement". La principale tâche dévolue à Midrand fut de traduire tout ceci en réalité. La Déclaration a spécifiquement établi que l'objectif consistait à "entreprendre des réformes destinées à apporter une signification réelle et nouvelle au partenariat pour le développement".

En ce qui concerne la mondialisation, la Déclaration a affirmé que "les Etats membres de la Cnuced ont pour objectifs principaux, l'intégration complète des pays en développement dans l'économie mondiale et dans le système de commerce international, ceci afin de tirer avantage au maximum de profits de la libéralisation et de la mondialisation économique". Plus loin, la même Déclaration stipule que la Cnuced devrait s'adapter aux nouvelles modalités économiques et institutionnelles nées à la fois du processus de globalisation, des conclusions des accords de l'Uruguay Round et de la création de l'OMC.

Les Conférences de Carthagène et de Midrand sont toutes deux parvenues à placer au centre du mandat et des préoccupations de la Cnuced la dimension locale du développement des pays en développement. Les deux conférences ont mis l'accent à la fois sur la création d'une structure macroéconomique stable obtenue par le biais d'ajustements et de réformes structurelles, ainsi que sur la mise en place de systèmes légaux reposant sur la transparence, sur la promotion des investissements privés, sur la création de conditions favorables au financement de l'IDE, sur le développement des ressources humaines, sur la réalisation des besoins humains fondamentaux, sur la promotion de la démocratie et de la prédominance de la règle de droit, sur la primauté accordée à une bonne gouvernance responsable et enfin sur l'exercice à la fois des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Un agenda? Voir les multinationales...

En ce qui concerne les mesures économiques, une place primordiale a été accordée, dans la Déclaration de Midrand, aux mesures qui fournissent spécifiquement des incitations à la création

d'un environnement favorable au secteur privé, entreprises étrangères incluses. Cela englobe ainsi la garantie d'un fonctionnement efficace du marché intérieur, la mise en place de politiques macroéconomiques saines, des efforts destinés à promouvoir l'épargne intérieure et à attirer le capital étranger, ainsi que l'apport du savoir-faire et des technologies.

La Déclaration de Midrand est plus que prodigue dans l'éloge rendu à l'Uruguay Round qui, selon cette déclaration, "fournit la structure d'un système multilatéral présentant des caractéristiques d'ouverture, de respect des règles, d'équité, de sécurité, de non-discrimination, et de prévisibilité". Tous les membres de l'OMC sont invités à se conformer pleinement et dans les délais convenus aux engagements pris. Plus loin, la Déclaration précise : "La libéralisation engagée dans les pays en développement doit se poursuivre".

Pour la première fois dans l'existence de la Cnuced, à son agenda, le document met en exergue le rôle de l'entreprise dans la promotion du développement. L'entreprise figure ainsi carrément dans le nom d'une des nouvelles commissions mises en place à la suite de la restructuration de l'appareil intergouvernemental de la Cnuced. Et l'accent, ici encore, est mis sur des mesures locales de promotion de l'entreprise, telles qu'une bonne structure légale, une protection adéquate des droits sur la propriété intellectuelle et la privatisation, et non sur les responsabilités de ces entreprises, ni sur les pays hôtes des compagnies étrangères.

La Déclaration de Midrand apporte pleinement son soutien à la position des pays développés en matière de régulation dans les domaines de la concurrence et de l'investissement. Ce qui fait presque de la Cnuced une organisation appartenant plus au Nord qu'au Sud. La Déclaration stipule ainsi qu'"il existe un intérêt manifeste à étendre le nouvel agenda du commerce à de nouvelles matières. La politique de concurrence en est une." Elle plaide pour une politique de concurrence à l'échelle internationale, au motif que l'Accord sur les TRIMS (Mesures concernant les investissements liés au commerce) reconnaît la nécessité de considérer en parallèle les politiques de concurrence et d'investissement. Concernant l'investissement, la Déclaration donne comme une des tâches de la Cnuced d'"identifier et analyser les implications pour le développement d'un éventuel accord-cadre multilatéral sur l'investissement".

Lucidité désabusée

Au-delà de ce renversement complet de la position idéologique de la Cnuced, la Conférence de Midrand a pris des mesures de grande envergure visant à restructurer (de) l'horlogerie intergouvernementale de la Cnuced ainsi que son secrétariat, modifiant leur mode de fonctionnement, réduisant le nombre de réunions, rationalisant ses publications, diminuant de manière drastique le budget qui lui a été dévolu et en lui assurant une meilleure coordination avec d'autres organisations internationales.

On casse tout?

Le nombre de comités permanents de la Cnuced a été réduit de moitié et ceux-ci ont été rebaptisés en Commissions. Tant la nomenclature des Commissions nouvellement créées que leurs missions reflètent clairement le virage idéologique de Carthagène et de Midrand. Les anciens comités permanents indépendants sur les Matières premières, les Produits Manufacturés et les Services financiers, sur le Transport maritime et sur la Coopération Economique entre pays en développement ont tous été supprimés. Parmi les trois nouvelles Commissions créées, l'une est consacrée à l'Entreprise, la Facilitation du commerce et du développement. Une Commission unique sur le Commerce est mise en place qui combine à la fois les marchandises, les services et les matières premières. Le terme "production" (manufacturing) est supprimé du vocabulaire de la Cnuced.. Un sort semblable sera réservé au mot "shipping". La Finance n'est pas mentionnée en nom propre et tout le travail sur le financement du développement, dont la dette étrangère, s'étiolera. L'attention principale quant à elle se réduit à un mot: assistance technique. Les services rendus, enfin, seront confinés à l'infrastructure de service relative au commerce.

Une restructuration similaire aura lieu au Secrétariat, lors de la Conférence de Midrand. Le nombre total de Divisions sera réduit de neuf à quatre unités. Le changement le plus significatif sera à cet égard la fermeture de la division consacrée aux finances. De plus, les divisions relatives aux produits manufacturés, aux marchandises, à la navigation et à la coopération économique entre pays en développement (CEPD) ont été également fermées. Comme avec les Commissions, les nouvelles Divisions s'attacheront aux problèmes locaux du développement et sur des matières qui se prêtent elles-mêmes à l'extension de l'assistance technique. En plus des quatre Divisions, la Cnuced sera autorisée à maintenir en activité un Bureau consacré

aux Pays les Moins Avancés et les pays en développement sans littoral et insulaires.

L'ampleur colossale de la perte subie par les pays en développement, en conséquence de la restructuration radicale des mandats de la Cnuced et de son Secrétariat apparaît clairement de l'opposition systématique des pays développés à toute proposition émanant des pays en développement. Tous les acquis engrangés par ces derniers ont été sacrifiés lors de ces deux sessions des Conférences de la Cnuced, sans qu'ils ne reçoivent rien en retour.

Sauve qui peut...

Pour le Groupe des 77 et le Secrétariat de la Cnuced, le défi, lors de la Conférence de Midrand, était tout bonnement de maintenir la Cnuced en vie. Les principaux pays développés menaçaient de quitter la Cnuced et de lui couper les vivres, au cas où elle ne se conformerait pas à leurs lignes directrices. La Conférence de Midrand a finalement signé le sauvetage de la Cnuced, mais au prix d'une modification de ses valeurs, de ses caractéristiques fondamentales et de son mandat.

La poursuite du processus de réforme a vu le budget de la Cnuced considérablement diminué et son personnel radicalement réduit. Les compétences de base de la Cnuced s'en sont trouvées virtuellement démantelées.

Pendant les premières années qui ont suivi sa création, la Cnuced avait su attirer les meilleurs talents parmi les économistes du monde entier, tous motivés par un idéal élevé: servir la grande majorité de l'humanité en contribuant à bâtir un ordre économique mondial juste, correct et équitable, objectif dans lequel pouvaient se retrouver tant le monde développé que les pays en développement.

No future

Ces experts idéalistes ont été mis sur la touche ou discrètement écartés de la Cnuced à la suite de toute une série de mesures élaborées à cette fin. Ainsi réorientés, programmes et mandats n'offrent ni la possibilité, ni les incitants nécessaires pour attirer de jeunes talents entièrement voués à l'accomplissement d'un idéal. Tout ceci a contribué à transformer de façon croissante le Secrétariat de la Cnuced en un lieu dénué d'attrait.

Le fait que la Cnuced a été poussée à entériner cette évolution s'inscrit dans un dessein plus ambitieux conçu par les grandes puissances dans le but, d'une part, de prévenir et de neutraliser les défis qui se posent aux structures et aux systèmes existants, et, d'autre part, de maintenir le contrôle sur ces derniers et de décourager toute forme d'action collective des pays en développement en vue de provoquer un changement structurel du pouvoir économique global.

Les grandes puissances sont en général parvenues à leurs fins grâce à la vulnérabilité croissante des pays en développement ainsi qu'aux changements intervenus au niveau des équilibres du pouvoir politique au plan mondial. Le déclin de la Cnuced a coïncidé avec l'érosion générale du rôle privilégié des Nations unies dans le champ économique ainsi qu'avec le transfert des responsabilités de l'ONU, dans ce domaine, vers les Institutions de Bretton Woods et vers l'OMC.

(Traduction et intertitres du GRESEA)

La CNUCED

Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement. Institution des Nations unies créée en 1964 (voir G-77), en vue de mieux prendre en compte les besoins et aspirations des peuples du Tiers-monde.

Sites :

www.unctad.org – Site officiel dans lequel on trouvera les documents de référence en anglais, français et espagnol.

Voir aussi:

Nous, les peuples des nations surexploitées – Une introduction à l'idée d'un droit au développement, Cahiers des Alternatives, Gresea, août 2004.

Comment redynamiser la Cnuced?

Muchkund Dubey
RIS - New Delhi

Deuxième volet, deuxième extrait de l'analyse au picrate de l'institut indien RIS sous la signature du professeur Muchkund Dubey. Après la critique, les propositions... Puissent mille fleurs en jaillir.

Le moment semble opportun pour reprofiler la Cnuced en tant qu'organe désigné par les Nations unies afin de s'acquitter de ses nombreuses tâches supplétives ainsi que de ses fonctions "globales" telles qu'établies par la Charte des Nations unies dans les matières économiques.

Parmi les nations en développement, existe une insatisfaction généralisée relative d'une part aux aspects nuisibles de la mondialisation elle-même et d'autre part à la ruine totale subie par les économies de certains de ces pays due en grande partie à l'imposition aveugle des politiques économiques introduites en matière de libéralisation. (...)

Suggestions destinées à revitaliser la Cnuced

A. La nécessité d'opinions alternatives et de pluralisme économique

La première et, pour tout dire, la plus importante, des conditions préalables pour revitaliser la Cnuced consiste à reconnaître la nécessité de recourir à des conceptions alternatives dans le domaine des politiques économiques du point de vue du développement. (...) Il existe maintenant une opportunité plus forte qu'auparavant permettant de faire re-émerger le pluralisme au sein du système économique international. La Cnuced se trouve dans la position unique d'entreprendre cette tâche.

B. Les organisations de la société civile et la Cnuced

Depuis que la Cnuced s'est vue dans l'obligation de se conformer à l'opinion dominante en ce qui concerne les politiques de développement, la diffusion de vues alternatives a été assumée par les organisations de la société civile (OSC) dont beaucoup ont développé des capacités propres de recherche en matière d'économie internationale. Les OSC ont alors remplacé la Cnuced dans

le domaine le plus crucial de ses activités. Cependant, du fait de limitations évidentes en termes de ressources ainsi que de priorités, et ceci en dépit de quelques exceptions, le travail de recherche entrepris par les OSC se révèle bien souvent manquer de rigueur et d'analyse scientifique pour marquer des points dans le débat face à des observateurs neutres, des intellectuels de droite et des décideurs politiques en provenance des pays du Nord. La reprise en main par la Cnuced de son ancien rôle qui consistait précisément à avancer des vues alternatives par le biais de ses travaux de recherche et d'analyse est de nature à combler le fossé qui s'est développé dans le domaine du pluralisme intellectuel et d'apporter une cohérence, une plus grande rigueur ainsi que de la rationalité et, par conséquent, y crédibiliser le travail des OSC. Cela permettra également à la Cnuced de retrouver son rôle de porte-parole des pays en développement et plus globalement de renforcer l'assise de ces pays lorsqu'ils prennent part à des négociations en rapport avec des enjeux économiques sur la scène internationale.

C. La renaissance du rôle de négociateur de la Cnuced

Le mandat original de la Cnuced comprend inmanquablement un rôle de négociateur. La distinction qui a été récemment établie entre le volet "participation à des négociations" et l'obligation de parvenir à un consensus en interne se révèle erronée et délibérément conçue dans le but d'enlever à la Cnuced son rôle de négociateur. (...) Il faut que la Cnuced puisse réinvestir pleinement dans cette fonction.

Les pays en développement sont en partie responsables de l'érosion du rôle de négociateur de la Cnuced en ce qui concerne l'élaboration de normes non contraignantes (soft law). Ils ont laissé à l'OMC des matières telles que les ressources financières, la dette, le problème des matières premières ainsi que le transfert de technologies qui ne sont pas du ressort des traités instituant l'OMC. (...)

Par conséquent, une étape fondamentale par laquelle les pays en développement devront passer, s'ils veulent restaurer le rôle de négociateur de la Cnuced,

consisterait à lui confier un rôle de législateur dans les matières liées au développement et ne pas gaspiller leur temps, leur énergie et leurs ressources à en discuter au sein de l'OMC. (...)

La Cnuced devrait également faire marche arrière et se constituer en forum des pays en développement afin que ces derniers discutent et élaborent entre eux des positions communes sur des sujets en négociation à l'OMC, à la Banque mondiale, au FMI, à l'OMPI (Organisation mondiale sur la Propriété intellectuelle)... Le fossé en cette matière a été comblé par les OSC, mais de manière souvent inefficace et peu probante. (...)

D. Adopter une vision globale sur les problèmes économiques mondiaux

Un des avantages et une des caractéristiques spécifiques de la Cnuced dans sa conception originelle résidait dans son approche intégrée des enjeux cruciaux inscrits à l'agenda de la coopération internationale en lien avec un cadre analytique englobant. (...)

Aujourd'hui, ce type d'analyse est totalement absent à l'intérieur de l'architecture des Nations unies. (...)

Les thèmes qui se prêteraient à une telle analyse pourraient être :

(a) La mondialisation considérée sous ses aspects les plus divers c'est-à-dire tant les bénéfiques que les inconvénients résultant de sa mise en œuvre, son fonctionnement à la fois marginalisant et homogénéisant, sa tendance à uniformiser les politiques, sa nature de fait accompli imposé politiquement et d'instrument de domination du Tiers-monde au service des puissances et intérêts du Nord.

(b) Les problèmes d'énergie considérés sous tous ses aspects.

(c) L'environnement, le commerce, la nourriture, la biosécurité, la durabilité ainsi que le rôle des DPI.

(d) L'adoption de dispositions ad hoc et la gestion dans les domaines des biens publics internationaux, des ressources appartenant au domaine commun international (les fonds marins, l'espace), des mécanismes de régulation internatio-

Lucidité en offensive

nale concernant les ressources communes, les dispositions relatives aux biens et aux services relevant du domaine public international.

(e) Une analyse intégrée des manipulations et des erreurs qui se produisent sur les marchés, les moyens à mettre en oeuvre pour y faire face, ce qui inclut les crises financières, les défaillances des marchés des matières premières, le protectionnisme agricole ainsi que les pratiques visant à restreindre les échanges économiques.

(f) Une analyse des déséquilibres et des inégalités dans le commerce international et les systèmes financiers. Ce qui pourrait couvrir la plupart des matières dont la mise en oeuvre relève de l'OMC. (...)

(g) Une nouvelle Convention ayant trait au Développement et au Commerce international qui mettrait à jour et codifierait les exceptions aux règles en vigueur afin de rendre le système économique mondial juste et équitable et créer un environnement économique international propice au développement. (...)

(h) Un régime de traitement spécial et différencié (TDS) en faveur des pays en développement dans les domaines du commerce international ainsi que des systèmes monétaires et financiers. (...)

E. La Cnuced comme lieu d'harmonisation des politiques commerciales et de développement

(...)

F. La coopération Sud-Sud, y compris le SGPC (Système Général de Préférence en matière de Commerce)

Depuis sa création, la Cnuced a conservé une place bien établie dans le système des Nations unies en matière de coopération Sud-Sud, qu'il s'agisse du suivi des différents développements, du développement d'idées et d'approches et plus largement de l'assistance aux pays en (voie de) développement.

De récents développements plaident pour que l'on revivifie les activités développées dans ce domaine par la Cnuced. Les pays en développement ont acquis une force grandissante dans l'économie et le commerce mondiaux. Au cours de la décennie passée, la part du commerce dans le PIB des pays du Tiers-monde a crû de 40 à 60 %. Leur part dans le commerce mondial a augmenté, passant de 24 à 33 %. Et leur part au niveau du commerce mondial

des services est passée de 19 à 23 %. Avec une augmentation de leur participation au commerce mondial et la diversification de leurs économies, la part que représente le commerce entre ces pays a considérablement augmentée. Ce constat se reflète dans les flux financiers résultant du commerce entre pays en développement et qui comptent maintenant pour 43 % de leurs exportations. Certains pays en développement émergent en tant que locomotives régionales, voire mondiales, dans les domaines du commerce et de la croissance économique.

Ces facteurs dessinent à l'heure actuelle les contours de ce qu'il est convenu d'appeler "la nouvelle géographie du commerce international". Ces tendances et développements nouveaux étaient bien présents à l'esprit des pays en développement lorsqu'ils ont décidé, au cours de leur meeting de Sao Paulo, qui coïncidait avec la tenue de Cnuced XI, de lancer le troisième round des négociations ayant trait aux SGPC. (...)

G. La Cnuced et l'Assistance Technique

L'incursion de la Cnuced dans le domaine de l'assistance technique a constitué un développement négatif. Cela s'est réalisé au détriment de son rôle de négociateur et de ses travaux d'analyse et de recherche.

L'Assistance Technique (AT) de la Cnuced, comme toutes celles faisant partie du système des Nations unies, est dépendante des contributions des donateurs. Ce qui a amené les donateurs à se doter du levier nécessaire pour remodeler de fond en comble et dans le sens de leurs intérêts les autres fonctions de la Cnuced. La Cnuced se serait mieux tirée d'affaire sans cette AT, comme ce fut le cas dans les années qui ont suivi sa constitution.

Cependant, il serait actuellement irréaliste de proposer que la Cnuced abandonne complètement ses programmes d'Assistance Technique. Toutefois, on lui suggérera qu'elle élague de manière drastique ses activités liées à l'AT, la confinant à l'assistance en matière de formulation de politiques dans les domaines ressortissants de la juridiction de la Cnuced et directement liés à ses travaux de recherches et d'analyses politiques.

La Cnuced devrait abandonner tous les autres types d'assistance technique dans le commerce et matières y afférentes au niveau du pays (y compris le développement d'infrastructures de

commerce) au profit d'autres agences, en particulier le CIT (Centre pour le Commerce International). (...)

H. L'aide au commerce

La Cnuced ne devrait pas sauter dans le wagon de l'"aide au commerce", concept qui fait l'objet de multiples discussions au sein de nombreuses organisations des Nations unies.

L'initiative "Aide au Commerce" a pour objectif de tromper les pays en développement et d'exploiter leur vulnérabilité pour pousser et légitimer l'agenda néo-libéral en matière commerciale.

Une composante essentielle de ce schéma est de compenser les coûts d'ajustement subis par les pays en développement en raison de leur acceptation et de la mise en oeuvre de la politique de libéralisation des marchés.

L'autre composante vise à développer les productions destinées à l'exportation ainsi que les infrastructures ayant trait au commerce. Il est impossible de distinguer ce dernier type d'assistance de l'aide au développement à proprement parler.

Par conséquent, cette initiative ne consiste qu'à re-profiler l'aide au développement de façon à la rendre plus attractive et masquer les insuffisances en matière de respect des objectifs pour l'aide au développement.

En outre, il n'existe pas d'étalon de mesure permettant de mesurer la prétendue nature additionnelle de l'aide destinée au commerce, si ce n'est celui qui consiste à la mettre en rapport avec le niveau des flux existants d'aide au développement.

I. Mesures nationales pour le développement ou environnement externe pour le développement...

La plus grande déformation dans les fonctions de la Cnuced réside dans une focalisation excessive sur les politiques nationales de développement au risque d'en négliger ses facteurs externes. Ce changement a été provoqué suite à une campagne concertée des pays en développement. Il ne semble à l'heure actuelle ni possible ni souhaitable de renverser cette tendance. (...)

Il y a cependant lieu de renverser la tendance qui penche fortement en ce moment en faveur des dimensions nationales des politiques de développement. Cet objectif sera rencontré au mieux en purgeant l'agenda de la Cnuced des

Lucidité en offensive

questions litigieuses et motivées se rapportant à des mesures domestiques et également en consacrant plus de temps au sein de la Cnuced à la discussion et à la négociation de mesures destinées à rendre l'environnement extérieur et les institutions favorables au développement.

J. La Cnuced dans le domaine de la finance

Les flux financiers ont commencé par représenter le phénomène le plus important de l'économie globale à la fois en tant que facteur positif et négatif. En réalité, la croissance des économies depuis le début des années 90 a été plus alimentée par des flux davantage financiers que commerciaux.

Une incapacité majeure de la Cnuced en ce domaine s'explique par l'embargo virtuel imposé sur la discussion ayant trait aux sujets financiers dans ses forums en plus du démantèlement de sa capacité d'analyse et de recherche dans ce domaine. Cette situation doit être améliorée d'urgence.(...)

Dans le système financier international en pleine évolution, il y a lieu de s'atteler aux tâches suivantes :

1. assurer la pleine participation des pays en développement
2. accroître les capacités de réponse du système en cas d'urgence
3. permettre aux pays en développement d'user d'une plus grande souplesse ainsi que d'une autonomie accrue dans la gestion des capitaux entrants
4. réformer à la fois les systèmes de monitoring et de régulation
5. envisager la création de liquidités additionnelles (afin de dégager des ressources pour le développement), des arrangements régionaux en matière de contrôle des capitaux, des devises régionales communes et des réserves régionales destinées à faire face aux situations d'urgence.

Le cadre idéologique dans lequel le débat sur ce sujet a pris place excluait tout débat ayant trait à la plupart de ces enjeux. Il est donc de ce fait extrêmement important d'impliquer activement la Cnuced dans ce débat afin de sauvegarder les intérêts des pays en développement. La restauration du rôle premier de la Cnuced en matière de finances nécessitera une augmentation drastique de ses capacités de recherche.

Les réformes des Nations unies intervenues depuis 25 ans, ont été conçues

principalement afin d'affaiblir le système des Nations unies et saper la position qu'occupent en son sein les pays en développement, dans le but de rendre l'organisation servile aux intérêts des grandes puissances. Cet objectif a été poursuivi à tout crin. Parmi les organes des Nations unies, la Cnuced apparaît comme ayant été la cible préférée de ce processus. (...)

K. Cnuced et réformes de l'ONU

Il ne sert réellement à rien pour les pays en développement de converger avec les pays développés en ce qui concerne le processus de réforme. L'unique réponse des pays en développement aurait dû être – et cela reste vrai – de présenter énergiquement leur propre agenda dans la restructuration des Nations unies. La présente analyse se borne à en proposer une épure par rapport à la Cnuced. Les pays en développement devraient pousser un agenda de façon proactive plutôt que réagir de façon défensive à l'agenda des réformes promu par d'autres pays.

En dernière analyse, le conflit pour la préservation de la Cnuced est inextricablement lié à un plus grand conflit en vue de rétablir le rôle holistique et les fonctions des Nations unies telles que définies par la Charte dans le domaine économique. Le résultat de l'un dépend du succès ou de l'échec de l'autre.

Poursuivre un agenda proactif visant à revitaliser la Cnuced constitue la dernière chance de regagner le terrain perdu et restaurer le rôle premier des Nations unies dans les secteurs économiques et sociaux.

L. Garantir le mandat de la Cnuced

Une tâche majeure qui incombe au Sud dans le contexte de la révision en cours des rôle et fonction de la Cnuced devrait consister à assurer qu'il n'y ait pas de dilution ou de minoration de ses mandats.

Il serait d'ailleurs plutôt futile de s'impliquer dans un autre exercice de restructuration intervenue des rouages intergouvernementaux de la Cnuced ou de son secrétariat.

Par contre, il est très important de provoquer un changement de paradigme concernant la nature et l'orientation de la délibération dans les organes intergouvernementaux de la Cnuced, dans la recherche et le travail d'analyse politique du Secrétariat, ainsi que dans les programmes d'Assistance Technique.

Pour cela, il apparaît comme absolument primordial de prévoir la mise à disposition de ressources financières adéquates, principalement en provenance du budget ordinaire.

M. Groupe des 77 et renaissance de la Cnuced

Le rééquilibrage dans le champ des relations et des négociations économiques internationales devrait constituer un objectif essentiel de la politique internationale de développement.

La Cnuced devrait de ce fait reprendre son rôle initial consistant à apporter l'appui nécessaire à une action plus solide et plus efficace de la part des pays en développement: c'est une condition essentielle pour pareil rééquilibrage.

Il s'agit en tout cas d'une contribution que cette organisation se doit de mettre en œuvre afin de contrebalancer le support organisationnel que les pays développés reçoivent de la part de l'OCDE, de la Banque mondiale ainsi que du FMI dans leurs négociations globales avec le Sud.

Ne pas aider le Sud, qui est l'interlocuteur le plus faible, signifie de facto que l'on aide le Nord, qui constitue le partenaire dominant, et par là même on contribue à renforcer le caractère asymétrique des rapports de force dans les relations économiques internationales.

C'est incompatible avec l'esprit véritable de la mission de la Cnuced.

Le soutien à apporter à la construction collective de capacité ainsi qu'au renforcement du Sud peut revêtir des formes diverses. Cela va de l'injection de contenus aux revendications du Sud par la mise à disposition de données, de preuves empiriques, d'arguments théoriques, jusqu'à fournir un soutien logistique et organisationnel complétant les efforts du Sud pour formuler des positions communes leur permettant de se préparer aux négociations d'une autre façon.

L'amélioration et le renforcement des pays en développement donneraient lieu à des négociations plus productives et des résultats équilibrés, ce qui serait également bénéfique au Nord.

(Traduction et intertitres: Gresea).

La 12ème Cnuced: retour aux origines?

Bruno Beauraind
GRESEA

Après des années de marginalisation, la Cnuced semble sortir de son immobilisme. Sur une scène internationale qui devient un peu plus "multilatérale", elle a, sans conteste, un rôle à jouer. Aura-t-elle les moyens de ses ambitions ? La 12ème Cnuced nous le dira...

En 2008, la 12ème Conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement (Cnuced) se tiendra au Ghana. Créée le 30 décembre 1964, en réponse à une volonté du Tiers-monde (1), cette conférence permanente est un mécanisme intergouvernemental qui regroupe, aujourd'hui, 192 pays.

Contrairement à l'Organisation mondiale du Commerce (GATT/OMC), cet acteur international est ouvert à tous les membres des Nations unies. Lors de sa création, l'objectif premier qui lui avait été assigné était de prendre en charge la formulation et la mise en place d'une nouvelle politique commerciale et de développement au niveau international (2)..., le ton alternatif était donné ! Cependant, la Cnuced est loin d'avoir eu une histoire linéaire. Lieu de crispation Nord-Sud, même durant la Guerre froide, son principal mérite fut d'avoir mis à jour la contradiction que recèle la structure contemporaine inégale des relations économiques internationales.

Après s'être vus marginalisés, comme d'autres institutions onusiennes (ONUDI, OIT, OMPI) d'ailleurs, au profit de l'OMC et de la vague néolibérale de la fin du siècle passé (3), certains Etats en développement veulent, aujourd'hui, relancer le processus Cnuced et donner une chance à une vision plus équilibrée de la mondialisation.

Sans jouer au futurologue et pour tenter une approche plus compréhensive des enjeux qui sous-tendent la conférence ghanéenne, il semble au préalable qu'un bref retour en arrière s'impose.

D'une doctrine à l'autre

Selon la résolution 1995 de l'ONU, la Cnuced se voit octroyer une triple mission : promouvoir les échanges commerciaux internationaux en mettant l'accent sur le développement, formuler des principes relatifs aux problèmes du développement économique de la majorité des pays du globe et favoriser le

multilatéralisme comme mode de négociation dans le champ des relations commerciales.

Rapidement cependant, une mission officieuse s'est imposée à la conférence, en cette période d'émancipation des peuples du Tiers-monde : devenir un forum de discussion, de réflexion et de revendication pour la constitution d'un nouvel ordre économique international plus équitable (4). Cette volonté prend d'ailleurs forme dans la déclaration du Groupe des 77 (aujourd'hui, ce groupe compte 132 Etats, les 4/5 de l'humanité) émise à la fin de la première Conférence en 1964 (5).

Jusque dans les années '80, la doctrine structuraliste de la Cnuced, incarnée par la personne de son premier secrétaire général, Raoul Prebisch, revendique un développement autocentré fondé sur les ressources et la demande interne des pays en développement. Dans ce contexte, ses principales réalisations furent le Système Généralisé des Préférences visant à faciliter les exportations pour les pays en développement, la lutte pour le rééquilibrage des prix des matières premières ridiculement bas ou encore la mise en œuvre d'un code de bonne conduite pour les multinationales... Mettre fin au pillage du Tiers-monde était donc le dessein de cette organisation.

Obéir ou disparaître

Devenant trop revendicatrice aux yeux des puissances économiques de l'époque (lire : les gestionnaires et décideurs du système capitaliste mondial), la conférence va se voir, au fil des années '80 et '90, infectée et paralysée par les thèses très "libérales" prônées par les golden boys de l'école de Chicago. Le choix est simple pour la Conférence : obéir ou disparaître.

Ainsi, en 1987, lors de la 7ème Cnuced, les participants acceptent, sans autre choix, le processus de l'Uruguay Round et se voient dans l'obligation de reconnaître la nécessité d'ajustements fondamentaux des économies du Tiers-monde (6). Sous cette même contrainte, La 9ème Cnuced avalise l'optique néolibérale prise par les politiques de développement : "Le système fondé sur des règles de l'OMC facilitera une intégration positive des pays dans le système

commercial mondial pour peu que l'attachement à la réalisation de cet objectif soit renforcé" (7).

En caricaturant à peine, il s'agit pour les pays en développement d'ouvrir leurs économies sans restrictions aux entreprises du Nord... Respirez les effluves néo-colonialistes qui planent à cette époque sur la Cnuced. On est bien loin des idées fondatrices...

Toutefois, la crise asiatique (1997) et les limites visibles du paradigme néolibéral quant au développement vont ramener sur le devant de la scène d'anciennes préoccupations comme le rôle de l'Etat dans le développement, la nécessité d'une régulation internationale des flux commerciaux et financiers et une ouverture plus sélective des économies du Sud. Sans être une remise en question du Consensus de Washington, la 11ème Cnuced (Sao Paulo, 2004) réoriente néanmoins certains principes en vogue dans les institutions de Bretton Woods (Banque mondiale et FMI). Ainsi, au côté de la sacro-sainte intégration compétitive réapparaissent en bonne place des concepts comme services publics, équité, ou encore régulation... (8)

En résumé, comment remettre un peu d'ordre dans le système commercial international, après qu'il ait été complètement désarticulé par deux décennies de domination de l'OMC ?

Et l'avenir ?

Dans une période marquée par l'émergence sur la scène internationale de puissances économiques du Tiers-monde, par la contestation de plus en plus vive des institutions de Bretton Woods et par les blocages successifs à l'OMC, la Cnuced a inévitablement un rôle à jouer dans l'établissement des arcanes futures de la mondialisation... Le pourra-t-elle ?

La Cnuced ghanéenne, comme celle de Sao Paulo, se limitera-t-elle à être une enceinte d'"humanisation frileuse des théories néo-libérales de développement", ou bien, la Conférence d'Accra va-t-elle marquer un véritable tournant vers une vision pluraliste de ce que peuvent être les relations économiques internationales ?

Cnuced: enjeux 2008

Sans pouvoir répondre à cette question, ni faire preuve d'exhaustivité, le récent rapport sur la pauvreté dans le monde et les examens à mi-parcours du Consensus de Sao Paulo permettent, néanmoins, quelques éclaircissements sur les rapports de force qui constitueront la conférence ghanéenne. En effet, dans son rapport 2006, consacré au groupe des cinquante pays les moins avancés (PMA), la Cnuced constate que le taux de croissance de 5,9 % affiché en 2004 par l'ensemble des PMA, le plus fort depuis deux décennies, ne s'est "pas traduit dans les faits par une réduction de la pauvreté et une amélioration des conditions de vie"... Il était temps de prendre conscience que croissance économique ne rime pas nécessairement avec développement !

Une conférence plus... structurelle ?

Selon Habib Ouane, directeur de la division Pays Moins Avancés de la Cnuced, "l'investissement direct étranger et l'augmentation du commerce n'ont eu d'effet ni sur la consommation locale, ni un effet d'entraînement sur les secteurs industriel et de services"... Résultat, une croissance économique sans création d'emplois, et donc sans réduction de la pauvreté ! L'organisation estime dès lors qu'il est nécessaire de réorienter les stratégies de lutte contre la pauvreté vers un développement des capacités productives des pays pauvres (9)...

Comprenez: le marché seul ne permet pas le développement, l'action publique est nécessaire. La Cnuced, sous la pression de certains Etats du Sud, en reviendrait-elle à ses origines? Au développement autocentré, comme "on disait" à l'époque ?

Un développement sous conditions ?

L'autre problématique qui risque de faire débat dans les enceintes de la prochaine conférence ghanéenne est le système de conditionnalités (ou d'ingérence, cela dépend du côté où on se place !) sociale, démocratique ou environnementale prôné tantôt par certains Etats du Nord, tantôt par quelques organisations internationales (Banque mondiale en tête). Peut-on conditionner le développement d'un Etat au respect de normes internationales (... du Nord) édictées parfois unilatéralement et sans prendre en compte le particularisme des situations ? Pour forcer le trait... L'Irak n'était-il pas plus sur la voie du développement avant l'arrivée des "démocratisateurs" américains ?

D'ailleurs, si le Groupe des 77, dans la déclaration de Doha, met l'accent sur l'importance de la "bonne gouver-

nance", il se permet également de soutenir les principes de souveraineté et de non-ingérence ainsi qu'il promeut "une marge de manœuvre par rapport aux obligations internationales pour les pays en développement dans l'élaboration de leurs politiques nationales". Dans le même ordre d'idées, le Consensus de Sao Paulo a introduit un concept intéressant : "un espace politique adéquat" (10). Il s'agit pour les pays en développement de bénéficier d'une certaine liberté d'action entre le respect des engagements internationaux et les politiques nationales. Néanmoins, ce concept risque bien de rester très "théorique" dans la mesure où certaines puissances refusent toute référence à cet espace politique au sein même de la Cnuced...

... Donner et reprendre!

Malgré des signes avant-coureurs encourageants, la Conférence ghanéenne risque pourtant d'être, comme ses prédécesseurs, noyauté par les diplomaties occidentales avant même son début. En effet, sous-jacent à ces débats particuliers, la 12ème Cnuced risque surtout d'être à nouveau une lutte d'influences entre la majorité des Etats membres, le groupe des 77, et quelques pays industrialisés sur l'avenir même de la conférence avec pour résultat : soit, une conférence "critique" de l'ordre néolibéral établi, soit, dans la continuité de ces dernières réunions, à être une sous-assemblée... dans tous les sens du terme de l'OMC. Actuellement, comme le dit Bastienne Joerchal, "la Cnuced étudiée", "tente de mieux comprendre", "coordonne", "renforce les capacités", mais elle ne propose plus, ne revendique plus, n'agit plus" (11).

Dans le même ordre d'idées, le "Consensus de Sao Paulo" n'est, sans doute, qu'une "victoire" toute symbolique pour les pays en développement car, si les pays occidentaux ont accepté un programme plus vaste et plus "progressiste" pour la Cnuced, ils n'ont pas permis que l'organisation onusienne se dote de moyens humains et financiers en conséquence (12)... Dans ce contexte, les avancées quitteront difficilement le papier ! Pourtant, dans un monde un peu moins unilatéral, la Cnuced doit se poser en outil du multilatéralisme...

En aura-t-elle les moyens ? C'est un autre débat, qui reste ouvert jusqu'en 2008.

Notes

(1) RYDBERG, E., *Nous, les peuples des nations surexploitées...*, Les cahiers des alternatives du GRESEA, n°4, Août 2004.

(2) ABBAS, M., *La CNUCED XI: du consensus de Washington au consensus de Sao Paulo?*, Montréal, Observatoire des Amériques, n° 21 de juillet 2004.

(3) Certains estimant même qu'elle serait à terme absorbée par l'OMC. SMOUTS, M.C., *Les organisations internationales*, Paris, Armand Colin, 1995.

(4) MUCHKUND, D., *Reinventing UNCTAD: some proposals for the UNCTAD Mid-term review*, India, Research and Information System for Developing Countries (RIS), Discussion paper N° 110, www.ris.org.in

(5) Le Groupe des 77 est la plus grande coalition de pays en développement au sein des Nations unies. Les bases de sa structure institutionnelle furent posées à Alger en 1967, La Charte d'Alger.

(6) ABBAS, M., *La CNUCED XI: du consensus de Washington au consensus de Sao Paulo?*, Montréal, Observatoire des Amériques, n° 21 de juillet 2004.

(7) Déclaration de Midrand, CNUCED IX, 1996, disponible sur le site de la CNUCED, http://www.unctad.org/fr/docs/u9l360_fr.pdf

(8) Consensus de Sao Paulo, CNUCED XI, 2004, disponible sur le site de la CNUCED, http://www.unctad.org/fr/docs/td410_fr.pdf

(9) L'Humanité du 21 juillet 2006.

(10) DUBEY, M., *Reinventer la Cnuced*, disponible sur le site du South center, juillet 2006, http://www.southcentre.org/publications/researchpapers/ResearchPapers7_FR.pdf

(11) JOERCHAL, B., citée par RYDBERG, E., *Nous les peuples des nations surexploitées...*, Les cahiers des alternatives du GRESEA, n° 4, Août 2004.

(12) DUBEY, M., *Reinventer la Cnuced*, disponible sur le site du South center, juillet 2006, http://www.southcentre.org/publications/researchpapers/ResearchPapers7_FR.pdf

Sommet du Sud

Réunion, au niveau des chefs d'Etat, du Groupe des 77 qui a eu lieu pour la première fois en avril 2000 à La Havane (Cuba). Ce Sommet marque une autonomisation du G77. Il veut jeter les bases d'une coopération Sud-Sud et se dote d'un Centre Sud qui deviendra en 2004 un "laboratoire de réflexion des pays du Sud". C'est en juin 2005 qu'a eu lieu le deuxième Sommet à Doha (Qatar).

Sites :

www.g77.org – On y trouvera les déclarations des deux Sommets.
www.southcentre.org – Site du Centre Sud en anglais (les nouvelles en français et espagnol).

Depuis le mois de septembre le GRESEA diffuse une lettre d'information mensuelle (voir en exemple le sommaire de novembre ci-dessous), pour vous abonner à cette dernière, il vous suffit de nous renvoyer le formulaire d'inscription que vous trouverez sur la page d'accueil de notre site www.gresea.be.



Lettre d'information du GRESEA ...
Un autre monde, c'est penser autrement
Novembre 2006

Nous vivons dans un monde inondé d'informations et, sur Internet, de pages sans cesse mouvantes. D'où cette lettre d'information mensuelle qui vise, de manière synthétique, à offrir une vue d'ensemble des nouveautés mises en ligne sur notre site durant le mois écoulé. Vos avis et commentaires sont bien entendu les bienvenus.

SOMMAIRE

Épinglés sur notre Observatoire des Entreprises
GRESEA Echos : OCDE et CNUCED, même combat?
En débat sur Newsflash : l'ONU (et le monde) redevient multipolaire
Actualité libre-échangiste: collaboration du Gresea à une résolution au Sénat
Enjeu économique: l'import-export de travailleurs migrants
Enjeu économique: biocarburants et souveraineté alimentaire
Enjeu économique : les entreprises, moteur de développement en Afrique ?
Forum social de Belgique (16 décembre): minima sociaux en point de mire
Atelier Gresea-CNCD: L'impunité au Congo
Souveraineté alimentaire : Mission en RDC (octobre 2006)
Archives actives au Centre Doc' du Gresea
Observatoire des Entreprises - BelWatch